

Les menaces pour la vie sur Terre

Les doléances contre les atteintes à la vie

liées aux comportements humains imposés par les dirigeants des systèmes de pouvoir.

Après avoir présenté le fonctionnement des organisations en réseaux de vie sociale, dénomination actualisée de la démocratie directe locale participative à l'heure du village planétaire d'Internet, nous voulons ici **confronter une première fois cette pratique de la subsidiarité avec les réalités politiques, économiques, sociales et culturelles actuelles. Il s'agit de poser des repères sur les changements, les enjeux de la suppression des interdits qui fondent les systèmes de pouvoir et nous empêchent de les quitter.** Ce changement de civilisation redistribue les richesses produites par le travail de tous. Nous savons dorénavant quelles sont les méthodes, comment se nomment les principes d'organisation et de résolution de problèmes dont nous avons besoin. En les utilisant immédiatement que pouvons nous, que devons nous obtenir comme amélioration dans nos conditions de vie, quels sont les enjeux, les gains que nous pouvons obtenir pour mieux répondre à nos raisons de vivre sur la planète Terre ?

Ces enjeux ne sont pas forcément des économies à réaliser. Ce sont des dépenses qui sont imposées aux citoyens par le fonctionnement du système économique libéral pour favoriser les profits de ses dirigeants : les multinationales qui produisent des biens et des services, certaines professions comme dans la banque et la haute finance, comme en médecine et en pharmacie, dans l'enseignement supérieur, mais aussi l'organisation des états et de leurs démocraties représentatives qui sont financées par les dirigeants du système pour favoriser leurs intérêts. Parmi ces dépenses obligatoires, il y a principalement les impôts et taxes qui servent à la redistribution des revenus imposée par l'utilisation exclusive de la propriété privée des moyens de production et qui sont également le principal moyen pour rembourser les dettes publiques à cause de l'obligation faite aux états d'utiliser de l'argent dette et non plus une Monnaie pleine. **Ces enjeux dont il est question dans cette analyse des menaces pour la vie au sens large, vie humaine, vie politique, économique, sociale, culturelle, ces enjeux sont donc des surcoûts prélevés sur les richesses produites par le travail de tous. Ces surcoûts servent pour la maximisation des profits des dirigeants du système libéral d'une part et d'autre part pour payer le travail de soumission des peuples aux intérêts des dirigeants des systèmes de pouvoir. Dans les réseaux de vie sociale, ces surcoûts internes aux systèmes de pouvoir n'existent pas. Identifier ces surcoûts et les éliminer de suite permet une première étape dans la redistribution des richesses ainsi que l'arrêt, l'élimination des politiques actuelles qui portent atteintes à la vie et à notre environnement, à la nature.**

Une fois ces enjeux identifiés et évalués, nous passerons à la seconde partie des Réseaux de vie sociale pour comprendre comment les systèmes de pouvoir fonctionnent pour nous soumettre à leurs dogmes et à leurs idéologies. Pour le moment nous connaissons comment évoluent les fortunes de ces quelques uns qui accaparent les richesses et comment les inégalités se creusent au profit d'une infime minorité de dirigeant du système économique libéral. A nous de voir maintenant ce que nous devons gagner en quittant ces systèmes de pouvoir.

Cet objectif est aussi devenu plus crucial maintenant que les citoyens ont compris que les responsables de ces atteintes à l'environnement, ce gaspillage des ressources et ces manipulations des consommateurs-citoyens, sont les dirigeants du système de pouvoir libéral, leurs multinationales et la haute finance qui leur procurent la maximisation des profits sacralisée par l'idéologie capitaliste. Pour mener à bien cette entreprise de domination des populations, **ces systèmes de pouvoir utilisent l'ignorance, la corruption et la peur pour masquer ces menaces et faire en sorte que la soumission des citoyens à leurs dogmes se poursuive.**

Cette ignorance fonctionne du mieux possible pour les dirigeants des systèmes. Il est vrai qu'ils la développent depuis des siècles sinon au moins deux millénaires en Europe. Le plus souvent lorsque nous montrons que les solutions dont nous avons besoin correspondent à des méthodes déjà utilisées dans le passé, notamment la dernière fois au temps des cathédrales en Europe, la plupart refuse de nous écouter davantage. Pas besoin de chercher dans notre passé, de connaître notre histoire, ce sont des solutions pour aujourd'hui qu'ils veulent et tout de suite, sachant probablement que comme personne ne les applique, sinon cela se saurait, si nous ne pouvons pas en présenter une, c'est que nous sommes tout aussi ignorant qu'eux. Et le conformisme se referme sur eux d'une manière hermétique et affligeante. Cette majorité conformiste qui laisse se développer les systèmes de pouvoir n'est pas un obstacle infranchissable. Une minorité active de citoyens ont compris que nos démocraties représentatives servent justement à maintenir ce conformisme de la pensée et cette peur des autres, pour que les dirigeants maximisent encore plus facilement leurs profits.

Depuis novembre 2018 et le mouvement Gilets Jaunes en France, enfin pourrait-on dire, les classes moyennes et les plus modestes se révoltent contre l'appauvrissement qu'elles subissent à travers des mesures fiscales, économiques, politiques qui nuisent désormais au respect d'une vie digne d'être vécue. Ces citoyens ont décidé de ne plus arrêter leur mouvement jusqu'à ce qu'ils obtiennent satisfaction, même si au départ ils ne savent pas comment faire pour y arriver. Les siècles d'obscurantisme et d'ignorance imposés par le systèmes de pouvoir en sont évidemment la cause, sauf pour les élites dirigeantes qui trouvent ici une nouvelle occasion de démontrer leur cynisme, leur mauvaise foi et hypocrisie pour mépriser les « jojos » ingérables et tous ces empêcheurs de profiter en rond, indéfiniment. **D'où la situation conflictuelle inédite actuelle.**

Le titre " Les menaces pour la vie sur Terre " est très large et il rassemble de nombreuses luttes actuelles. Notre approche est simple et logique : avant de songer à défendre les espèces animales, la nature, nous voulons en premier défendre l'être humain si malmené par les dirigeants des systèmes de pouvoir. Commençons par balayer devant notre porte pour abandonner ces systèmes et mettre cette minorité dirigeante hors d'état de nuire à leurs semblables et forcément également à notre environnement, à la nature. Pour le moment les luttes écologistes, les initiatives pour sauver la nature et le climat buttent sur l'inaction des gouvernements à travers le monde. A nous d'intervenir directement avec nos minorités actives dans le cadre de nos démocraties directes locales participatives, nos réseaux citoyens de vie. A nous de nous libérer de toutes les conséquences néfastes et injustes de ces systèmes qui nous asservissent pour les profits illimités de quelques uns moyennant le pillage de la nature et la pollution, la destruction des espèces vivantes. Avec la subsidiarité, la monnaie pleine, nos deux sources de savoir, la complémentarité entre les trois formes de propriété, la gestion de l'ensemble de l'activité humaine et non pas uniquement du travail salarié ou indépendant imposé par le système libéral, nous avons les moyens pour vivre mieux dans le cadre d'une solidarité retrouvée et fondée sur la gestion de nos aides, de nos secours.

Avertissement de la rédaction pour nos lecteurs :

La pratique de la subsidiarité permet l'élévation du niveau des compétences, source majeure de gains de productivité et de richesses. Elle est contraire à l'utilisation des dogmes, à des connaissances sélectionnées pour être présentées comme des vérités absolues. Les citoyens qui veulent se libérer de leurs soumissions aux systèmes ont à franchir un niveau de connaissances et de compétences. **Dire NON représente bien la première étape de la résistance et d'une lutte de libération. Posséder les connaissances pour progresser dans cette libération et développer nos réseaux citoyens de vie est ensuite une seconde étape inéluctable.** Ce travail d'éducation ne représente pas une difficulté majeure. Le juriste connaît le droit positif et tout ce qui est interdit par ce droit positif car ce qui est actuellement interdit, a certainement été permis dans le passé et peut servir aujourd'hui si nos institutions sont bloquées et que nos modes de vie exigent d'autres valeurs et d'autres normes pour remettre en place une culture humaniste qui place l'être humain au cœur des projets de vie.

A ce stade, nous sommes quasiment en train de rédiger un cahier de doléance dans le cadre des États-Généraux réclamés par les Gilets Jaunes. Les réunions publiques sont alors un travail de subsidiarité ascendante pour faire remonter les particularités locales, lorsqu'elles ne servent à pas aux dirigeants politiques au pouvoir, d'occasion pour faire leur show et avec exaltation, chanter les louanges des dogmes de l'idéologie néo libérale. Notre texte participe quant à lui, à un travail de subsidiarité descendante pour sortir de l'interdit les solutions optimales. Les deux démarches sont indispensables. Nous allons présenter les enjeux, apporter des connaissances pour montrer qui et comment à interdire des découvertes, des solutions optimales, à refuser de remettre en place la subsidiarité, l'organisation de nos aides et de nos secours. Nous ferons une première estimation générale des gains que les réseaux citoyens de vie vont obtenir et nous terminerons chaque sujet par la rédaction d'une ou plusieurs doléances pour revendiquer notre volonté de changement et de libération.

Nous proposons donc à nos lecteurs de poursuivre cette liste des menaces et atteintes à la vie sur Terre en choisissant le support qui lui convient le mieux.

La page web de fileane.com présente le détail des connaissances abordées qui viennent d'autres sites web. Le lien hypertexte permet au lecteur de parcourir cette source, le cas échéant. Cette page est donc longue et le lecteur peut naviguer dans le document selon son intérêt.

Pour permettre au lecteur de suivre l'ensemble des connaissances dans un seul document, et lui permettre d'une manière plus pratique une acquisition de connaissances interdites qu'il ignorait ou connaissait peu, nous mettons en ligne un fichier téléchargeable avec ce document enregistré en PDF, format qui facilite une impression ou une lecture à l'écran plus confortable selon le zoom choisi.

Le lecteur du document PDF peut se référer à la page du Plan du site pour retrouver ces fichiers ou simplement revenir ici pour utiliser les liens hypertextes.

Fin de l'avertissement de la rédaction.

Le plan de ce texte s'articule sur les deux moyens utilisés par les systèmes pour écarter les connaissances dont nous avons besoin pour nous libérer de leur despotisme : l'ignorance puis la peur. Ces deux moyens sont le plus souvent utilisés ensemble pour renforcer leur efficacité. Dans la mise en place des réseaux de vie sociale, éliminer l'ignorance et vaincre les peurs font appel à des approches différentes. L'ignorance s'élimine à partir de notre deuxième source de savoir, la source intellectuelle et rationnelle. Éliminer les peurs ne s'obtient pas uniquement par la source intellectuelle et rationnelle, l'utilisation de notre première source de savoir, celle qui n'a pas besoin de savoir lire et écrire, la source personnelle initiatique et spirituelle est bien plus efficace pour y parvenir. A travers la liste des situations, des questions ou des dysfonctionnements que nous allons aborder, une première ébauche du coût de la solidarité va se dégager : quelles sont les économies, les gaspillages, les dépenses inutiles que nous allons obtenir et quelles sont les progrès, les estimations de l'élévation de notre niveau de vie que nous pouvons mesurer. Ce calcul du coût de la solidarité sera développé à la fin de notre essai « Les Réseaux de Vie sociale ».

Pour le moment commençons cette confrontation entre ce qui nous est interdit par les systèmes de pouvoir et ces mêmes interdits qui sont utilisés par nos réseaux citoyens de vie, nos démocraties directes locales participatives.

I La réduction de l'ignorance à travers le développement de la subsidiarité.

La démarche Qualité Totale, nous le rappelons, a pour finalités le calcul du **coût de non qualité absolue** : les dysfonctionnements et pollutions que nous ne pouvons pas éliminer faute de connaissances dans ces domaines, et le calcul du **coût de non qualité réductible** justement parce que nous avons les connaissances pour y parvenir. **Nous sommes face à la même démarche incontournable : déterminer les connaissances disponibles afin d'éliminer les menaces pour l'environnement et repérer celles qui nous manquent. Dans l'ignorance, on s'abstient par précaution.** Mais vaincre cette ignorance en mettant en place la démarche de subsidiarité pour pousser l'élévation des compétences jusqu'à un haut niveau d'expertise capable de combler toute ou partie de cette ignorance originelle, reste bien entendu toujours possible. **Le niveau d'ignorance se réduit donc au fur et à mesure que la pratique de la subsidiarité se développe.** Les systèmes de pouvoir, nous l'avons dit, utilisent l'ignorance pour maintenir tabou les connaissances qui s'opposent à leurs intérêts. Il faut alors lister les connaissances permises et celles qui sont interdites.

Les connaissances interdites sont alors la porte de sortie des systèmes de pouvoir, justement parce qu'elles sont capables de les éliminer. Encore faut-il former les citoyens sur ces questions qui n'ont pas fait partie de leur éducation académique.

Nous allons progresser en suivant les priorités indiquées dans la pyramide de Maslow sur les besoins individuels de l'être humain : besoins primaires de santé et sécurité, puis besoins secondaires ou besoins sociaux.

A) Les principales menaces sur la santé à éradiquer par la pratique de la subsidiarité :

■ dans le domaine de la médecine :

- **utiliser nos deux sources de savoir** : l'interdit posé sur notre première source de savoir et notre démarche spirituelle se manifeste surtout face à la mort mais pas seulement. Les problèmes psychologiques, le handicap, la dépendance en fin de vie, la reconstruction après un accident, etc., **ces situations qui nécessitent une force mentale puissante pour entraîner le corps charnel vers la guérison puis finalement le passage vers la vie d'après la vie humaine, doivent pouvoir trouver l'énergie de vie grâce à une démarche initiatique spirituelle.**

Les médecins ne sont pas formés à cette approche souvent appelée holistique. **L'association IANDS-France** qui rassemble les expériences de morts immédiates (EMI), travaille pour la sensibilisation des médecins à cette relation que nous avons avec notre source d'énergie se situant ailleurs que dans notre corps charnel. Les victimes d'accident qui s'en sont sorties, ont souvent vécu cette relation indicible avec les mystères de la vie. En principe, elles savent qu'elles n'ont pas souffert et qu'une nouvelle vie vient de naître plus riche grâce à ce vécu avec notre source d'énergie de vie et de conscience. Mais l'impossibilité d'en parler pour partager cet indicible parce que vos interlocuteurs, y compris médecins, sont capables d'écarter votre parole pour affirmer que vous êtes victime en plus d'hallucinations ou carrément de folie, ce déni de votre vécu va avoir pour

conséquence un décalage profond et immense avec vos proches et un mal vivre désolant et en premier lieu avec le personnel médical sensé vous soigner et vous aider.

Éliminer officiellement l'interdit dont est frappé notre première source de savoir initiatique et spirituelle depuis le Concile de Nicée en 320-325, permet non seulement de briser les théocraties les plus dogmatiques et fanatiques mais aussi de libérer la parole de celles et ceux qui ont vécu un moment de la vie après la vie humaine dans leur condition humaine. Le partage de cette traduction de l'indicible est nécessaire et utile pour tout être humain confronté à des ennuis de santé ou qui doit se préparer à sa fin de vie humaine et le personnel de santé ne peut pas s'exclure de ce partage sous prétexte qu'il s'en tient à sa formation universitaire et écarte toute formation provenant de l'école universelle de la vie.

- **la priorité à la prévention : Le rôle des gènes, de l'ADN nous conduit à cette vaste querelle qui divise la psychologie depuis plus d'un siècle : quelles sont les parts des éléments innés dans la personnalité d'un être humain ? Que reste-t-il comme part aux résultats de l'expérience et aux acquis de l'éducation et de la formation ?**

Cette question conduit certains chercheurs à pencher vers **le déterminisme de la vie** : ce déterminisme légitime alors des thèses raciales et l'eugénisme, nous y reviendrons dans la seconde partie. La médecine doit alors s'associer à une sélection sociale pour éliminer les individus qui portent les gènes ou des maladies nuisibles au développement de la société. Ces thèses retrouvent une certaine audience actuellement. Alors que les systèmes de pouvoir ne peuvent plus nier les échecs de leurs politiques de prévention des violences, qu'ils refusent d'admettre que leur management autocratique et paternaliste est source de violences sociales et de misère qui alimentent la spirale de la violence, **les dirigeants parmi les plus conservateurs ou les plus libéraux tentent de nous faire croire que les progrès scientifiques sont capables d'identifier les germes de violence dès le plus jeune âge et qu'une mise à l'écart de ces individus s'impose.**

Car aucune éducation ne serait en mesure de corriger cette déficience génétique qui explique cette part de violence irréductible dans nos sociétés qui causent tant de problèmes aux riches et aux citoyens « honnêtes » qui élisent les militants qui soutiennent les riches. Dans tous les cas, ces déviants et ces violents irréductibles coûtent très cher à la société et rendent indispensable le rôle de l'état gendarme. Pour les libéraux en croisade contre les états, l'intervention de la médecine pour identifier et mettre de côté les individus violents représente une source d'économies sociales majeure et la disparition des rôles de gendarme, de police et de justice qui font partie du pouvoir régalien que les citoyens ont du mal à concevoir autrement.

Parmi les attaques contre l'état menées par les libéraux, cette conception de l'élimination des racines de la violence prend de plus en plus de place dans le débat orchestré par nos dirigeants. La faillite des états sur ce point est renvoyée à un fonctionnement de la société plus archaïque : le groupe des plus riches a les moyens financiers pour développer une médecine capable de trier les enfants selon leur degré potentiel de violence. Si ce projet aboutit, l'oligarchie financière a alors les moyens de laisser dans la pauvreté et sans aucune perspective d'amélioration sociale, tous les groupes sociaux qui ne lui sont pas soumis.

Dans les réseaux de vie, la prévention des violences faites à la vie se réalise à travers l'exercice de la mission d'autorité par chaque membre du groupe social. Dans la partie 4, [nous verrons les réseaux chargés de la minimisation de la violence](#). La prévention contre les atteintes à la santé passe de plus en plus contre les ravages au travail du management selon l'idéologie libérale. Les excès de la propriété privée des moyens de production dans la recherche de l'élimination des concurrents et de la maximisation des profits ont des conséquences directes sur le niveau de santé d'une population soumise au stress, à la précarité et à l'autoritarisme brutal des actionnaires et de leurs équipes de management. Le recul de l'âge de départ à la retraite soumet les salariés de plus de 60 ans à des années éprouvantes et usantes dans lesquelles les arrêts maladie deviennent une véritable assurance vie pour atteindre la retraite sans diminution grave de l'état de santé.

Les réseaux de vie répondent à ces menaces sur notre santé par des mesures radicales fondées en premier lieu sur une meilleure rémunération du travail et un financement plus juste de la protection sociale. L'utilisation d'une monnaie pleine, sans dettes et sans utilisation des marchés financiers, permet l'élimination des excès de la propriété privée des moyens de production et le développement des biens communs, de la propriété commune.

L'utilisation des droits sociaux vient renforcer cette solidarité à travers l'élimination de la distinction libérale entre économie marchande et non marchande. Le citoyen travaille pour vivre libre, il vit libre en travaillant. Les conséquences sur sa santé d'une passivité trop longtemps subie devant le management déshumanisé et les quêtes de la performance au service de la dictature des actionnaires et des fonds d'investissements, sont éliminées. Il n'y a plus de karochi, de suicide au travail, de dépression nerveuse et de stress capable de modifier le métabolisme du corps humain. La pratique du sport et de l'hygiène qui font partie des deux premières voies de développement spirituel : le dépassement des limites de notre corps charnel et l'extase amoureuse, dans les réseaux de vie, sont également de puissants moyens de prévention d'une bonne santé.

- **l'empathie et l'écoute :**

Les restrictions budgétaires dans le financement du service public de la santé et la volonté des dirigeants libéraux d'arriver à la privatisation des services publics ont pour conséquences connues et vécues les sous-effectifs du personnel de santé qui est épuisé, débordé et qui, pour survivre dans ce milieu de travail fortement dégradé, va adopter un comportement bureaucratique et agentique. Faisant la course pour tenter de remplir des objectifs de travail devenus irréalistes et hypocrites, le personnel de santé perd le niveau qu'il devrait avoir au niveau de l'écoute et de l'empathie. Les modes de vie aux Urgences, dans les EHPAD, pour ne citer que les plus connus, ne sont pas seulement caricaturaux mais ils sont devenus une réelle menace pour les citoyens qui veulent tout faire sur le plan politique, économique et social pour ne pas vivre à leur tour ce que leurs parents, grands parents subissent dans leurs fins de vie.

Depuis novembre 2018, les premières discussions au coin du feu, au bord des routes, dans les rassemblements du mouvement Gilets Jaunes, ont porté sur ces questions et ces peurs. Les aides soignants, infirmières d'hôpitaux et surtout de maison de retraite ont été présents autour du feu de camp pour échanger avec les autres citoyens. Le manque d'écoute des élus, des gouvernements et des dirigeants libéraux est le plus critiqué au point de

vouloir éliminer ce système électoral. Au niveau du manque d'écoute et d'empathie du personnel de santé, comme pour les autres services publics, la réaction citoyenne est bien différente et tous ont compris qu'il faut supprimer les causes qui produisent cette conséquence désastreuse.

Nous revenons à ce que nous avons écrit plus haut : l'abandon du système de pouvoir libéral et la remise en place de la monnaie pleine, des droits sociaux, de la propriété commune... Ceci commence pour les citoyens, l'ensemble des citoyens, par écouter celles et ceux qui leur parlent de Monnaie pleine, de biens communs, de droits sociaux, de subsidiarité, bref du fonctionnement de la démocratie directe locale participative. Pour la catégorie des médecins qui se satisfont de la situation actuelle et défendent le seul rationalisme scientifique de leur cursus universitaire, en se contentant de fort bien gagner leur vie en multipliant les prescriptions de médicaments et d'actes médicaux souvent inutiles, il est inutile de préciser qu'ils ne travailleront pas dans le cadre des réseaux citoyens de vie. **Un médecin, un personnel de santé sans écoute et empathie, nous n'en voulons plus** et surtout lorsque l'âge nous poussera à perdre la raison !

- **La constitution physiologique de l'être humain et des espèces vivantes** est donc bien un ensemble comportant une part d'animalité et une part de spiritualité, ceci pour utiliser des mots courants à propos de ces mystères de la vie.

Concernant **l'espèce humaine**, il n'empêche que la forme de vie animale et naturelle qui a servi de base à la création de l'être humain **peut suivre un déclin**, des transformations, principalement suite à des agressions de l'environnement et surtout à des mauvaises habitudes de vie relatives à l'alimentation, à l'exercice physique, aux conditions de travail, à des accidents de la vie, aux mauvaises utilisations des technologies... c'est-à-dire, en clair, suite à un mépris affiché ouvertement pour la vie des autres. **Aujourd'hui, de nombreux savants expliquent que la vie physiologique dans notre corps humain s'épuise, que la fertilité baisse, que des anomalies sont plus nombreuses et inquiétantes.** Nous ne sommes plus ignorants sur ce point, encore faut-il vouloir améliorer notre perception de la vie. Il s'agit là également d'une question importante à réexaminer dans le cadre de la subsidiarité en écartant les influences des théocraties et des lobbies de la santé.

Pour les autres espèces vivantes, la situation de déclin est devenue alarmiste et constitue une réelle menace directe pour la survie de l'espèce humaine. Dans les pays industrialisés, les insectes ne représentent plus que 20 à 25% du nombre qu'ils étaient il y a une trentaine d'année. Tous ont compris que la disparition des abeilles menace directement notre alimentation, les arbres et les fleurs. Nos propos sont ici en priorité ciblés sur l'espèce humaine et spécialement sur la mise en responsabilité des dirigeants des systèmes de pouvoir. L'objectif premier réside dans la mise hors d'état de nuire de ces dirigeants et de leurs collaborateurs afin de stopper et d'éliminer ces menaces à la vie sur Terre. Ceci n'empêche pas un soutien actif aux initiatives et projets menés par des réseaux de résistance et des contre-pouvoirs pour sauver ce qui est déjà possible de notre planète.

■ Les médicaments et les plantes :

- **Big Pharma** : La médecine occidentale a quelques bons points, et est excellente en cas d'urgence, mais il est grand temps que les gens réalisent que la médecine traditionnelle d'aujourd'hui (médecine occidentale ou allopathie), en mettant l'accent sur les drogues, les narcotiques, les radiations, la chirurgie et les médicaments est à la base la création de Rockefeller. Nous avons présenté la mise à l'écart de la médecine par les plantes et la manière dont Rockefeller a imposé les médicaments issus de la pétrochimie. Les réseaux citoyens de vie ont pur objectif de reprendre cette situation à travers la pratique de la subsidiarité afin de garantir la priorité de la santé de l'humanité et non pas les profits des multinationales de la pharmacie et de la pétrochimie.

Les français ont pu découvrir le scandale des médicaments antidouleur aux opioïdes, notamment au cours d'un reportage d'Envoyé spécial du jeudi 21/02/2019. **La famille SACKLER et leur laboratoire pharmaceutique Purdue pharma ont commercialisé en 1996, l'OxyContin, une formulation à libération prolongée d'oxycodone, une pilule contenant de l'opium bien plus puissante que l'héroïne et qui déclenche des addictions à cette drogue.** Réservé au départ aux malades en phase terminale de cancer, ce médicament est vendu comme un banal antidouleur. En 2012, le New England Journal of Medicine a publié une étude qui a révélé que « 76 % de ceux qui demandent de l'aide pour une dépendance à l'héroïne ont commencé par l'abus de stupéfiants pharmaceutiques, principalement l'OxyContin », et trace **une ligne directe entre le marketing de l'OxyContin et l'épidémie d'héroïne aux États-Unis.**

Selon le dernier rapport de l'Agence nationale de sécurité du médicament (Ansm), publié le 20 février 2019, près de 10 millions de Français se sont vus prescrire un opioïde en 2015. Dans cette famille de médicaments, le tramadol est le plus consommé (+ 68 % entre 2006 et 2017). Dans le même temps, l'oxycodone, considéré comme un opioïde fort, enregistre une hausse spectaculaire de + 738 %. En dix ans, les prescriptions d'opioïdes forts (morphine, oxycodone, fentanyl) ont bondi de + 150 %. Ce constat inquiète l'Ansm qui souligne que **ces médicaments exposent « à un risque de dépendance, d'abus, de mésusage, de surdosage et de dépression respiratoire pouvant conduire au décès ».** **Au-moins quatre décès chaque semaine en France sont liés à la consommation d'opioïdes.** Quant à la part des déclarations de mésusage aux réseaux d'addictovigilance, elle a plus que doublé entre 2006 et 2015. La plupart des problèmes sont liés au tramadol. Des procès sont en cours aux USA pour obtenir la condamnation de la famille Sackler. D'autres exemples d'abus de médicaments existent.

- **la santé par les plantes** : est redevenue une priorité pour un grand nombre de citoyens. [La diffusion sur Internet des conseils en phytothérapie a accéléré cette diffusion des connaissances occultées par Big Pharma.](#) Il n'en reste pas moins que l'utilisation des plantes médicinales est de plus en plus réglementée et que seuls les grands laboratoires ont les moyens de satisfaire les exigences réglementaires prises au nom de la sécurité des médicaments. [La directive européenne vise seulement à réglementer les produits appelés "médicaments". La directive 2004/24/CE du 31 mars 2004](#) a été écrite pour réglementer "*les demandes d'autorisation de mise sur le marché d'un médicament*" à base de substances végétales. Ce texte ne prévoit donc pas d'interdire la médecine naturelle par les plantes, mais met en place "*un régime d'autorisation spécifique (enregistrement) pour les médicaments à base de plantes qui, parce qu'ils satisfont à certains critères, peuvent être qualifiés de médicaments traditionnels à base de plantes*". L'application de cette directive n'interdira donc pas les tisanes, onguents ou sachets d'herbes traditionnelles vendues en dehors des pharmacies, ni la culture des plantes concernées. Actuellement il y a en France 148 plantes médicinales "*libéralisées*" (disponibles hors pharmacie) inscrites à la pharmacopée, comme la bourrache, l'eucalyptus, la mélisse, la verveine, etc. ([liste complète sur le site Legifrance.gouv.fr](#)). Ces 148 espèces végétales peuvent être cultivées et "*vendues par des personnes autres que les pharmaciens*" : magasins diététiques, bio, marchés, etc. Reste cependant la question du mode d'utilisation des plantes en vente libre, même si elles sont censées être sans danger. **Il n'existe plus de formation d'herboriste en France (hormis un diplôme spécifique réservé aux médecins et pharmaciens), depuis 1941 et sa suppression par Pétain, à l'inverse de ce qui se fait, par exemple, au Royaume-Uni, en Belgique, Allemagne, Suisse ou en Italie.** Résultat, ce métier a quasiment disparu en France, ce qui fait que ces plantes ne sont pas vendues par des personnes formées scientifiquement au bon usage de ces plantes (sous quelle forme les utiliser ? En quelle quantité ? Quand s'inquiéter ? etc.). Une amélioration de cette situation entre dans le cadre des objectifs de santé des réseaux citoyens de vie. En 1941, le diktat du cartel IG Farben contrôlé par Rockefeller a été appliqué par le gouvernement de Vichy, il semble que ce point n'a pas fait l'objet d'une épuration et d'une suppression après 1945, donc question à solutionner dans le cadre de la subsidiarité.

ÉVALUATION chiffrée des gains possibles dans les réseaux de vie sociale :

En 2017, la consommation de soins et de biens médicaux (CSBM) est évaluée à titre provisoire à 199,3 milliards d'euros en France. Sa croissance s'infléchit nettement à +1,3 % en 2017 (après 2,0 % en 2016), du fait du fort ralentissement des soins hospitaliers. La France consacre au total 11,5 % de son PIB à la santé, soit 1,1 point de plus que la moyenne de l'Union Européenne à 15.

Objectif de gains dans les réseaux de vie par une meilleure qualité de vie et de prévention : 10 % soit 20 milliards d'euros. Nous allons rajouter à cette évaluation plancher et minorée, l'évaluation du coût des maladies graves qui auraient pu être minimisé si des découvertes majeures avaient été acceptées par les dirigeants du système de santé.

■ les moyens plus naturels pour lutter contre les maladies graves et les cancers :

En France, cette question a fait l'objet de combats judiciaires acharnés pour écarter des médecins très doués et précurseurs dont les pratiques pour guérir ont heurtés les intérêts de la Médecine universitaire . En effet comment s'enrichir et prospérer s'il est si commode de prévenir ou de lutter contre les cancers et les maladies dégénératives. Nous illustrons nos propos par **trois exemples connus** de médecins poursuivis en justice parce que leurs découvertes et leurs méthodes sont capable de prévenir un grand nombre de maladies. Les informations proviennent d'extraits de pages web dont les sources sont indiquées. Nous retrouvons ici le combat entre des précurseurs et les défenseurs du savoir académique sinon les défenseurs de leurs statuts sociaux, voire de leurs privilèges.

- **le docteur Gernez : Ses découvertes révolutionnaires ont pour la première fois permis d'envisager l'extinction de maladies dégénératives comme le cancer.** Au départ, il s'est interrogé sur le fait que dans les hôpitaux psychiatriques, les personnes ne meurent quasiment pas de cancers et il a trouvé que dans ces asiles, on utilisait un sédatif, l'hydrate de chloral, sédatif mineur découvert en 1903, premier anti-mitotique découvert, tellement léger et tellement faible qu'il n'a pas été maintenu dans l'arsenal de la lutte anticancéreuse. Pourtant ce produit utilisé d'une manière préventive permet d'éliminer les cellules mutantes en cancer. La première cellule initiatrice du cancer est une cellule tarée. Ce *mutant* se divise suivant une progression géométrique qui double à chaque cycle (2, 4, 8, 16, etc.). Le processus de sélection naturelle aboutit dans l'immense majorité des cas à l'extinction des cellules tarées. Mais si l'organisme est affaibli, il intègre des mutants pour combler son manque de cellules saines. Vers 40 ans, **il est nécessaire de procéder à la purge des micro-cancers en renouvellement annuellement le nettoyage de l'organisme. Ainsi, on détruit les embryons de cancer qui auraient pu naître l'année précédente.** En phase terminale, le but à atteindre est d'empêcher la pullulation cellulaire d'accéder à la masse mortelle de 1 kg (10 puissance 12 cellules cancéreuses) en détruisant plus de cellules cancéreuses qu'il ne s'en crée jusqu'à épuisement de leur potentiel divisionnel. En effet, un cancer qui ne réussit pas à tuer son porteur dans les 5 premières années à partir de la détection voit ses chances d'y parvenir réduites à moins de 10% des cas.

Le traitement curatif à base d'hydrate de chloral et d'un jeune ponctuel permet cette purge de micro-cancers pour un coût minime, sans commune mesure avec les dépenses énormes de santé pour lutter contre les cancers découverts bien trop tard. Le Docteur André Gernez a, pour ce faire, élaboré une démarche à la fois scientifique et rationnelle : **mettre en œuvre une prévention active du cancer. Une fois par an, son traitement : Hydrate de chloral, colchicine, vitamine C, magnésium... permet, sous la conduite d'un médecin traitant, de détruire cette « lie cancéreuse » que toute population cellulaire tend à acquérir avec l'âge.** Cette opération doit être renouvelée chaque année. Au bout de trois ans, on peut constater une différence progressive et significative de la morbidité cancéreuse entre la population générale (qui constitue le groupe témoin) et le groupe qui se soumet à cette prévention active.

L'hydrate de chloral est interdit à la vente aux particuliers en France comme aux États Unis depuis le début des années 2000. Ce n'est qu'une suite des mesures destinées à écarter

cette méthode pour vaincre les cancers. Lors d'une réunion à la Direction Générale de la Santé le 13 décembre 1974, la validité et l'intérêt de la procédure de prévention contre les cancers n'auraient pas été contestés, mais, en conclusion, la décision est prise de ne pas la rendre publique sous prétexte que les gens vont vivre plus longtemps et rendrait insoluble le problème du paiement des retraites. Le ministre de la Santé, M. Poniatowski alerté, aurait également été censuré et son successeur niera même l'existence de ces expérimentations. Les arguments pour maintenir le conformisme ambiant et rejeté les idées et les découvertes nouvelles sont toujours les mêmes et ils se rattachent à une idéologie malthusienne qui veut lutter contre la surpopulation de la Terre que les plus riches refusent de gérer en devant partager leurs fortunes, surtout lorsque ces plus pauvres viennent d'autres pays. Les spécialistes qui s'occupent des cancers et des maladies dégénératives se sont également opposés aux découvertes du professeur Gernez qui suppriment de fait leur travail. En évitant les maladies et les cancers, les hôpitaux auront moins de patients et ils seront moins nombreux.

- **le docteur Solomidès** : autre médecin d'infortune, compagnon de route à la même période du docteur Gernez pour subir l'ostracisme et le rejet par le corps médical ainsi que par la justice et les politiciens qui suivent le savoir académique et la pensée unique de la Médecine. En 1947 ou 1948, il découvre que les peroxydases (catalyseurs d'oxydation) synthétiques détruisent des cultures de bacilles tuberculeux en les oxydant, mais aussi des tumeurs cancéreuses sur la membrane desquelles elles se fixent sélectivement. [A:57: 179-180] Ils permettent aussi à d'autres substances nocives d'agir plus sélectivement sur les cellules cancéreuses. Les physiatrons synthétiques permettent d'empêcher l'évolution des tumeurs, de les résorber, de les opérer, et d'empêcher des métastases. [A:49] Ils permettent aussi au malade de diminuer ses souffrances [A:54].

À la fin de 1949, il apprend que son père a une énorme tumeur au foie. Il envoie à Famagouste du distillat iodé d'huile de foie de morue en solution [A:90] en donnant des conseils pour le traitement et l'injection. Les médecins sont stupéfaits de constater la disparition de la tumeur en trois semaines [A:91]. La nouvelle suscite la jalousie à l'Institut Pasteur, où on lui reprochait son zèle dans le travail, et ses expériences, sur la glycérine, prouvant que l'immunité artificielle est passagère, et qui remettent en cause l'utilité de vaccinations qui constituent la majeure partie des ressources de l'Institut Pasteur. [A:91-92]. Louis Aublant, secrétaire général de l'Institut Pasteur lui demande de partir. [A:92]

Ayant déconseillé à une malade une opération, le chirurgien le fait convoquer par le conseil départemental de l'Ordre des médecins. Solomidès ne se présentant pas à sa commission de discipline, le conseil porte plainte pour exercice illégal de la médecine. [A:102] Il est convoqué par le juge d'instruction Ferdinand Gollety et la police perquisitionne chez lui. [A:103] En 1953, une amnistie termine l'affaire par un non-lieu. [A:104] L'Ordre des médecins demande à la Radio-Télévision de ne plus communiquer l'adresse de Solomidès aux malades qui la réclament: il faut les diriger vers Curie, Villejuif, le Centre Hartmann. Le président de l'Ordre, M. Piédelièvre, qui avait fait passer à Solomidès les examens lui ayant octroyé le diplôme de docteur en médecine, rappelle à la télévision qu'il n'y a pas d'autres traitements du cancer que la chirurgie et la radiothérapie. [A:117-118]. Le 24 janvier 1957, s'ouvre le procès devant la 16e Chambre correctionnelle de la Seine. **Le Dr Mamonni**, médecin traitant, témoigne avoir sauvé sa nièce de vingt ans,

condamnée selon les chirurgiens de Curie, et affirme qu'outre l'augmentation des guérisons, on bénéficie avec les peroxydases d'un soulagement qui permet d'éviter l'utilisation de morphine. Il **ajoute qu'un médecin qui aurait connaissance du traitement Solomidès et qui refuserait de l'essayer est un criminel.** [A:137]. À la troisième audience du 27 avril, la suspicion exprimée scandalise bruyamment des malades qui sortent et Michelle Solomidès qui est expulsée. [A:187-193]. Le verdict du 25 mai ne reconnaît pas de circonstances atténuantes: la condamnation est de 10.000 nouveaux francs d'amende, 2.000 F aux parties civiles, plus les dépens [A:194].

Quatre procès suivront, qui ne laisseront Solomidès sans poursuite judiciaire que quelques mois de 1975 [A:200]. Une autre perquisition policière advient le 2 juin 1965, motivée par une nouvelle plainte de l'Ordre des médecins. Les deux médecins qui ont ouvert un dispensaire pour appliquer les méthodes du docteur Solomidès sont poursuivis mais aucun des autres médecins prescripteurs dont on a saisi les lettres, parmi lesquels le Dr Albert Schweitzer (Prix Nobel de la Paix), n'a été poursuivi [A:205-207]

Évitant souvent l'hospitalisation, le traitement Solomidès permet d'économiser 75 à 750 F par journée d'hospitalisation (années 1970). En évitant des opérations, il permet d'économiser les 800 F d'une opération d'un cancer de l'utérus et les 2.000 F d'une opération du cancer de l'estomac, sans compter les médicaments adjoints et les radiothérapies qui peuvent atteindre 10.000 F. Une dose de radium de 60 mg pour une curiethérapie coûte 7.200 F. Et souvent ces traitements sont souvent utilisés palliativement, sans espoir de guérison. [A:255-257]. Le 27 avril 1979 paraît une enquête **dans Paris-Match n° 1561, où le Pr Lucien Israël demande: "Vous avez confiance, vous, en ce monsieur qui prétend avoir trouvé depuis trente ans dans son arrière-cuisine un remède miracle contre le cancer?", alors qu'il a fait sa découverte à l'Institut Pasteur.**

Solomidès tombe malade d'une congestion pulmonaire, s'alite le 12 mai, et meurt le 28 mai 1979. [A:288, 322] **Une quinzaine de milliers de malades ont alors été soignés** [A:323]. Le 28 juillet 1983, la Direction régionale des affaires sanitaires et sociales d'Île-de-France, intente une action qui aboutit le 15 janvier 1985 à une perquisition dans les locaux de l'institut avec saisie du matériel de fabrication des produits Solomidès. Suite à un signalement transmis au parquet en novembre 2006, le 3 juin 2009, le laboratoire de Messimy, à une vingtaine de kilomètres de Lyon, mis en place par l'association *Choisis la vie* depuis 1985, est investi par les gendarmes de l'Office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique (OCLAESP), dirigé par le Colonel Thierry Bourret, agissant sur commission rogatoire d'un juge de Marseille. Neuf personnes sont placées en garde à vue et mises en examen.

- **le silicium** : extrait de la documentation "**Le remède naturel le plus sulfureux de l'histoire**" du Laboratoire Cell'innov, France.

Le silicium est un composant tellement fondamental de la biologie de notre corps qu'il suffit d'en augmenter vos apports pour lutter contre une quantité innombrable de pathologies. Tout commence en 1957 dans un laboratoire de recherche de l'Université de Bordeaux. Cette année-là, le chimiste Norbert Duffaut synthétise pour la première fois une molécule de silicium organique. Malheureusement pour eux, malgré l'accumulation de leurs recherches prouvant l'intérêt du silicium contre de nombreuses maladies, les autorités françaises n'ont jamais reconnu officiellement leurs découvertes.

Norbert Duffaut ne supportera pas le mépris des autorités scientifiques. En novembre 1993, il est découvert mort dans son lit, empoisonné. La police conclut au suicide bien que des soupons d'assassinat subsistent. Désormais seul, Loïc Le Ribault continue les travaux. Surtout, il a l'intention de faire du silicium un succès commercial. En 1994, il met au point le G5, un silicium organique buvable qu'il vendit 10 fois plus cher que le silicium originel de Norbert Duffaut. Le chercheur et apprenti homme d'affaires est immédiatement visé par une plainte du conseil de l'Ordre des médecins et de celui des pharmaciens. Loïc Le Ribault est alors contraint de vivre en exil entre l'Irlande et la Suisse pour échapper à la justice. En 2007, il meurt victime d'un cancer de la bouche. Mais comme pour Norbert Duffaut, des proches de Loïc Le Ribault pensent qu'il a été victime d'une machination visant à l'assassiner pour étouffer les bienfaits extraordinaires du silicium. Il est impossible de savoir si ces disparitions mystérieuses seront un jour définitivement élucidées. Toutefois, malgré le destin tragique de ses deux découvreurs, **le silicium compte toujours aujourd'hui en France des milliers d'adeptes qui ne jurent que par lui pour se soigner.**

Le silicium est présent en grande quantité dans vos tissus conjonctifs : vos os, votre cartilage, votre peau et les tissus de soutien de vos articulations. Le problème est qu'avec l'âge, nos réserves de silicium diminuent de façon inquiétante. Comme d'habitude, l'alimentation moderne aggrave encore la situation puisque nous ne consommons plus beaucoup d'aliments riches en silicium : enveloppe des céréales, fruits et légumes de qualité, eau de source. L'eau du robinet, en particulier, est aujourd'hui systématiquement floculée par l'aluminium qui enlève une grande partie des silicates, les sels contenant du silicium. Cette diminution de nos réserves en silicium empêche la biosynthèse de nombreuses molécules comme le collagène, l'élastine et l'acide hyaluronique, éléments essentiels des cartilages, des os, de la peau, des cheveux, des ongles et du système immunitaire. C'est la raison pour laquelle l'augmentation de vos apports en silicium peut avoir de nombreux effets positifs pour votre santé. Cela paraît fou de croire qu'une substance naturelle unique puisse avoir autant de bienfaits pour la santé. Pourtant, cela s'explique de manière simple et logique.

Il y a heureusement une nouvelle forme de silicium qui, en plus d'offrir une bonne biodisponibilité, permet d'obtenir une dose de silicium trois fois supérieure à celle du G5. Cette prouesse est possible grâce à l'association du silicium et d'un autre composé naturel prodigieux : la choline. Trois fois plus de silicium biodisponible grâce à la choline ! La

choline est un nutriment indispensable pour le bon fonctionnement du foie, du cœur et du cerveau. Mais la choline a une autre propriété intéressante : elle stabilise le silicium sous une forme biodisponible. En 2009, l'EFSA (European food safety Authority) a rendu un avis positif sur l'acide orthosilicique stabilisé à la choline. Elle a conclu que cette association est une forme sûre et très biodisponible de silicium

autre document : Les Secrets Bien Gardés du Silicium organique. Vous Allez en Vouloir Immédiatement !

Les avis sont tranchés au sujet du silicium, les autorités sanitaires françaises AFFSAPS et européennes EFSA ont longtemps été totalement contre et explique qu'aucune recherche scientifique est capable de démontrer comment le silicium organique agit sur le corps humain. Pourtant **des milliers de témoignages personnels attestent les résultats miracles produits par le silicium, tout comme de nombreuses revues scientifiques (source)** et de plus en plus d'études. Après avoir interdit sa commercialisation le 1er janvier 2010, l'EFSA a finalement autorisé le retour de celui-ci sur le marché en 2017 (source) et ce traitement est désormais **facile à trouver sur de nombreux sites**

Le silicium organique est un oligo-élément naturel mais aussi un conducteur nécessaire à la fabrication de composants électroniques retrouvés dans nos téléphones et autres appareils. On le trouve dans de nombreuses roches ainsi que le quartz et le sable, notamment celui de la silicone Valley où il est très pur. Il est en fait l'élément le plus présent dans la croûte terrestre après l'oxygène et nous en avons également dans notre corps, notamment dans les tissus conjonctifs, le cartilage, les os, la peau et autres tissus. Notre corps contient 7 grammes de silicium organique contre seulement 4 grammes de fer et 2 grammes de zinc. Le Silicium organique pourrait soigner l'arthrose, l'ostéoporose, l'athérosclérose, renforcer le système immunitaire, et les maladies cutanées.

fin du document

Nous en resterons là pour présenter ce vaste sujet des " médecins charlatans " chassés de l'ordre des médecins parce qu'ils soignent et guérissent mieux que les connaissances académiques des Facultés de Médecine de leurs époques. Un précurseur, un chercheur en avance sur son temps peut connaître certaines méprises mais au bout d'un certain temps, ses découvertes sont admises. Dans les cas évoqués ici, ces précurseurs ont été mis à l'écart et leurs enseignements interdits avec forces décisions de justice aux ordres des pouvoirs publics. **Ces interdits posés sur des questions de santé publique majeures et vitales pour des millions de patients, sont un exemple de plus du cynisme des dirigeants des systèmes de pouvoir, du système économique libérale spécialement.** Ils sont en relation directe avec la crise de la santé actuelle, le manque de moyens humains et financiers et la volonté de privatiser le domaine très lucratif de la santé par les dirigeants du système libéral.

En conclusion de ce texte, nous établissons une estimation globale des gains obtenus en éliminant ces interdits et en utilisant les solutions optimales apportées par la subsidiarité. Rappelons que dès le début des années 1970, la certitude de pouvoir réduire

considérablement les cancers et les maladies dégénératives a poussé des dirigeants politiques à parler d'une véritable révolution dans la santé et de découvertes les plus importantes du XXème siècle. **Ces gains réalisables ont été perdus, sacrifiés sur l'autel des profits colossaux des multinationales mais aussi, nous y reviendrons, sur l'autel de la peur des politiciens incapables d'imaginer un avenir meilleur pour l'humanité en dehors des limites de la doctrine économique libérale** et du financement des politiques publiques avec de l'argent dettes et un endettement des états toujours plus important. Vient également s'ajouter le poids du conformisme dans le domaine médical et le pouvoir établi de certains professeurs de médecine soucieux de préserver leur position sociale.

ÉVALUATION

Le cancer représente environ 11 milliards d'euros pour les seules dépenses de soins (dont 60 % en hospitalisation, le reste en soins de ville) soit 8 % du total des dépenses maladie. S'y ajoutent les dépenses de recherche - 670 millions pour la recherche publique, plus 600 millions venant de l'industrie pharmaceutique -, de dépistage organisé et de prévention (370 millions)...Mais le plus coûteux, c'est la perte d'activité qu'entraîne la maladie. Les décès par cancer sont souvent des morts prématurées qui représentent 2,3 millions d'année de vie et d'activité perdues, coût indirect que les chercheurs ont chiffré à plus de 17 milliards d'euros par an. La part des dépenses de prévention - lutte contre l'alcool, le tabac... - est relativement faible : 120 millions d'euros par an.

Au total, **les coûts du cancer atteignent les 30 milliards d'euros par an en France.**

Les troubles psychiques qui se positionnent en première position avec un montant total de 22,5 milliards d'euros de remboursements, devant les maladies cardio-neurovasculaires (15,8 milliards). Ensuite se trouvent le diabète avec un coût de 8,1 milliards et les maladies neurologiques ou neurodégénératives avec 6,7 milliards. À noter que les prises en charge de troubles addictifs ne sont pas prises en compte dans ces données.

Objectif de gains dans les réseaux de vie par une meilleure qualité de vie et de prévention : pour les cancers : 50 % soit 15 Mds €; pour les autres maladies graves : 50 % soit 26 Mds €

■ **l'alimentation :**

Cette question est plus connue et les modes de vie ont davantage de possibilités pour trouver une alimentation saine et adaptée aux particularités locales et aux conditions de vie, à l'âge, etc. . **Le conflit entre la malbouffe et des repas plus équilibrés et diététiques** en fonction de l'activité de chacun tend aujourd'hui à tourner à l'avantage d'une cuisine à nouveau plus familiale, faite soi-même avec des aliments plus sains et frais. Il n'en reste pas moins que **le système économique libéral a permis le développement de puissants oligopoles et des firmes multinationales, transnationales capables d'imposer leurs produits et la standardisation d'habitudes alimentaires néfastes pour la santé.**

Les consommateurs sont enfin informés sérieusement sur les méfaits du tabac, des alcools, des drogues, la trop importante consommation de sucre, les aliments pollués par les plastiques, l'aluminium, les pesticides, etc. Sans compter les plantes alimentaires modifiées

génétiquement et celles cultivées avec les pesticides et fongicides. Les réseaux de vie développent de leur côté une meilleure approche de l'alimentation. Pour le moment le conflit entre les consommateurs et les géants de l'alimentation industrielle se traduit encore par des lois et des règlements en faveur des industriels et les réseaux de résistance à la malbouffe ont peine à se développer faute de soutiens publics importants.

- **les OGM** : sont certainement le conflit qui a provoqué la prise de conscience majeure sur cette question de l'alimentation.

Durant les années 1980, de nombreux laboratoires de chimie ont été tentés par les découvertes en biologie et en génétique. Des brevets ont été déposés sur l'hybridation des plantes ou déjà sur des modifications de la génétique des plantes. Au départ le but fut de lutter contre les famines et de permettre une alimentation capable de suivre l'explosion démographique spécialement dans les pays pauvres. Rapidement la plupart des chercheurs ont compris qu'ils jouaient à l'apprenti sorcier et que leurs découvertes allaient détruire la nature originelle avec des plantes mutantes dont justement les mutations ne pouvaient pas être contrôlées par l'homme. Les recherches ont donc été réduites et les brevets délaissés.

Sauf que **des financiers au services des maîtres du monde et de leur idéologie néo libérale ont compris qu'ils tenaient là un véritable jackpot pour contrôler toute l'agriculture et l'alimentation en commençant par privatiser les semences génétiquement modifiées pour prétendre à de meilleurs rendements.** A Londres, l'entreprise chimique ICI a ainsi fin des années 1990, racheté à bas prix les brevets écartés par les laboratoires de recherche en agriculture. Au même moment, Monsanto, après des scandales dans le domaine des plastiques, cherchait à se diversifier et les fonds d'investissements qui dirigeaient cette société de la chimie se sont mis à vouloir réaliser ce fameux jackpot du siècle. Après avoir racheté ICI et avec un large portefeuille de brevets dans le domaine des plantes biologiquement modifiées, il ne restait plus aux dirigeants de Monsanto et à la haute finance que de persuader les gouvernements des grands pays agricoles, d'autoriser ces OGM et d'interdire les anciennes semences pour des questions de sécurité alimentaire. Et le jackpot financier réussit ! La brevetabilité du vivant venait de faire un énorme bond en avant, au grand désespoir des défenseurs de la nature et de la biodiversité.

Les réseaux de résistance contre cette mondialisation privée de l'agriculture ont entrepris de lutter contre les dégâts causés par la prolifération des OGM et la manière de les cultiver avec l'obligation d'utiliser d'autres produits de Monsanto pour détruire les herbes, soigner les plantes. L'obligation d'acheter chaque année les semences à Monsanto et l'interdiction pour un agriculteur de faire comme de coutume ses propres semences, a provoqué l'abandon des semences Monsanto chez beaucoup d'agriculteurs des pays riches, USA, Europe. Par contre dans les pays en voie de développement, spécialement en Amérique du Sud où se trouvent les grandes plantations des multinationales américaines que protègent les gouvernements d'extrême droite ou fascistes entretenus par les services secrets américains, la culture des OGM a pu se développer d'une manière monopolistique. Les traités de libre échange comme le TAFTA ont cherché ensuite à rendre obligatoire l'importation de productions OGM dans les pays qui refusent les plantations OGM sur leur propre sol.

C'est ce conflit entre la haute finance qui veut contrôler toute l'agriculture sur la planète et les citoyens soucieux de leur santé et de la protection de la nature et de sa biodiversité, qui a alerté les citoyens de la planète sur la dangerosité de ce système néo libéral dirigé par l'oligarchie financière anglo-saxonne. En réaction, les réseaux citoyens de résistance ont développé des formes d'agriculture locales et des circuits courts de distribution pour mieux répondre aux besoins d'une alimentation saine, diversifiée et respectueuse de l'environnement et des ressources naturelles. L'utilisation de la subsidiarité en démocratie directe locale participative et le développement de l'économie participative trouvent ici un domaine d'intervention majeure pour garantir une alimentation de qualité à l'ensemble de l'humanité.

La nature n'a pas attendu une aide des hommes pour se défendre contre ces mutations artificielles qui lui sont imposées. Exemple : l'amarante pourrie la Vie des OGM de Monsanto. **L'amarante est en quelque sorte un boomerang renvoyé par la nature à Monsanto.** « Elle neutralise le prédateur, et s'installe dans des lieux où elle pourra nourrir l'humanité en cas de famine. Elle supporte la plupart des climats, aussi bien les régions sèches que les zones de mousson, et les hautes terres tropicales et n'a pas de problèmes ni avec les insectes, ni avec les maladies, donc n'aura jamais besoin de produits chimiques ». Les plantes vont-elles réussir là où tous les militants anti OGM du monde ont jusqu'à présent échoué

- **les perturbateurs endocriniens :**

omniprésents dans notre environnement quotidien (alimentation, produits cosmétiques, pollution de l'air...) **les perturbateurs endocriniens sont susceptibles de favoriser de nombreuses pathologies** en interagissant avec notre système hormonal. Si leurs effets sont encore mal cernés par la communauté scientifique, les perturbateurs endocriniens représentent un danger certain, surtout pour les femmes enceintes et les enfants.

- **les pesticides :**

Les pesticides sont largement utilisés en agriculture et à la maison. Ces produits chimiques sont soupçonnés dans de nombreuses pathologies. Il est temps de modifier nos habitudes. Destinés à détruire les mauvaises herbes, les insectes ou les champignons, les pesticides sont toxiques par nature. **Quelque 309 substances actives sont actuellement autorisées en France.** Sont-elles dangereuses pour l'homme ?

Une augmentation inquiétante des maladies chroniques : De plus en plus de données scientifiques vont dans ce sens, comme l'a montré une expertise collective de l'Inserm parue en juin 2013. Des incertitudes demeurent, cependant, sur les risques des faibles doses et sur l'effet-cocktail (expositions multiples, mélanges avec d'autres substances...). « *Nous en sommes encore à établir la relation entre la dose et l'effet à partir d'études épidémiologiques* », reconnaît le Dr Sylvaine Cordier, épidémiologiste à l'Inserm. Pourtant, sans attendre, plus de 1 200 médecins « *de terrain* » ont signé un appel en janvier dernier (2018). Un véritable cri d'alarme. « **Nous en savons assez pour agir !** » assure le Dr Pierre-Michel Perinaud, l'un des signataires. Ces praticiens s'inquiètent de l'augmentation des maladies chroniques. « **Nous constatons qu'il y a plus de maladies de troubles cognitifs, de cancers, de troubles de la fertilité... Nous ne prétendons pas que**

les pesticides sont l'unique cause. Mais ils jouent un rôle. Petit, grand, moyen ? Cela reste à déterminer », explique le Dr Perinaud.

- **les compléments alimentaires et probiotiques** : sont de plus en plus connus grâce à Internet et aux réseaux de vie. Ils permettent de compenser certaines menaces et atteintes à notre santé.

Selon l'OMS et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la définition officielle des probiotiques est : « **micro-organismes vivants qui, lorsqu'ils sont ingérés en quantité suffisante, exercent des effets positifs sur la santé, au delà des effets nutritionnels traditionnels** ». Ce sont en réalité pour l'essentiel **des ferments lactiques, micro-organismes et type bactérien** (et non pas levures) présents dans notre tube digestif de haut en bas, à des concentrations variables (très peu dans l'estomac, énormément dans le gros intestin).

Les compléments alimentaires sont des sources concentrées de nutriments, c'est-à-dire de **vitamines et de sels minéraux, de substances à but nutritionnel ou physiologique, ou de plantes** et de préparations de plantes qui ont pour but de pallier les carences du régime alimentaire régulier d'une personne.

Nous trouvons ici des solutions qui s'adaptent à chaque cas particulier en fonction de sa nutrition, de son âge... Notre corps en vieillissant produit moins certains éléments et la consommation de ces compléments permet de rétablir l'équilibre qui fonctionnait plus jeune. Un exemple très connu est **la coenzyme Q10 fabriqué par le foie**. Avec l'âge cette production baisse et un taux bas est très souvent associé à des pathologies nombreuses. Rétablir cet équilibre est donc devenu plus facile aujourd'hui.

L'alimentation est donc devenu un élément majeur de notre santé et de prévention de nombreux dysfonctionnement dans notre corps charnel. Il y a là un sujet de débat autour d'un projet de vie plus équilibrée et saine. **Les réseaux citoyens de vie se donnent les moyens humains et financiers avec la Monnaie Pleine pour garantir ce droit fondamental à la santé pour tous. Il s'agit d'une question d'éducation qui doit faire partie du cursus d'acquisition des connaissances indispensables à la vie et à l'élévation du niveau de vie.** Éliminer l'ignorance sur ces questions de santé et abandonner les productions des multinationales de l'alimentation et de la santé représente une part importante des tâches à accomplir pour abandonner les systèmes de pouvoir et l'économie libérale.

ÉVALUATION

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et l'Observatoire Européen des Politiques et des Systèmes de Santé ont publié un rapport sur **les conséquences économiques de la mauvaise alimentation et du manque d'activité physique**.

Ces deux facteurs de risques seraient en partie responsables de 30% des maladies chroniques dans le monde, tels que les maladies cardiovasculaires, le diabète de type 2 et certains cancers. Ces maladies chroniques réduisent la qualité et l'espérance de vie des personnes touchées par celles-ci. Ces affections de longue durée sont également un fardeau économique pour les différents systèmes de santé. Tandis que le traitement des maladies

chroniques représente l'essentiel des dépenses de santé, le financement des programmes de prévention est en baisse selon l'Organisation de Coopération et Développement Économique (OCDE). Or, il existe désormais un consensus sur l'efficacité et les effets bénéfiques des programmes de prévention de la santé par la diététique et l'activité physique. En France, ce coût est estimé à plus de 202 millions d'euros dont 126 millions d'euros attribuables au manque d'activité physique.

Pour les pesticides : le rapport coûts-bénéfices des pesticides de synthèse était ainsi largement défavorable aux États-Unis au début des années 1990. Alors qu'ils apportaient environ 27 milliards de dollars (24 milliards d'euros) par an à l'économie américaine, ils pesaient pour au moins 40 milliards de dollars... « L'utilisation des pesticides procure des bénéfices économiques bien connus en termes de productivité de l'agriculture par exemple, explique Denis Bourguet, chercheur au Centre de biologie pour la gestion des populations (INRA, Cirad, IRD, SupAgro Montpellier) et coauteur de ces travaux. Mais ils entraînent aussi des coûts économiques très variés qui font l'objet de peu de travaux, voire aucun. Et lorsqu'ils sont évalués, ces coûts sont généralement lourdement sous-estimés. »

Parmi les grands postes de dépense, les auteurs mentionnent les pertes de rendements dues aux résistances aux pesticides développées par les mauvaises herbes ou les ravageurs (soit 2,3 milliards de dollars aux États-Unis en 1992), la surveillance des points de captage d'eau (3 milliards de dollars aux États-Unis en 1992), la mortalité des oiseaux (6 milliards de dollars aux États-Unis en 1992), etc. « Ce qui apparaît comme le poste de dépense le plus important reste le traitement des maladies chroniques liées à l'exposition à ces substances, précise Thomas Guillemaud, chercheur à l'Institut Sophia Agrobiotech (INRA, CNRS, université de Nice-Sophia-Antipolis) et coauteur de l'étude. Mais il existe très peu d'études permettant de chiffrer précisément ces coûts sanitaires. On dispose de beaucoup de travaux sur l'exposition au tabac et à l'alcool et leurs effets, par exemple, mais presque rien sur les pesticides. »

Des études d'ampleur commencent toutefois à être menées, comme celle publiée en 2015 dans la revue *Journal of Clinical Endocrinology and Metabolism*. Elle estimait les dégâts sanitaires de l'exposition de la population européenne aux seuls pesticides organophosphorés et organochlorés à quelque... 120 milliards d'euros par an.

Objectif de gains dans les réseaux de vie par une meilleure qualité de vie et de prévention : pour les dépenses de santé, l'objectif déjà pris en compte plus haut. Pour l'environnement, les gains s'évaluent en repeuplement des insectes, des oiseaux et dans le maintien de la production agricole pour notre nourriture. A valoriser par la subsidiarité dans les réseaux de vie sociale. Pour le moment, gain non évaluable mais probablement de 50 à 60 Mds €.

■ le domaine des ondes :

Les effets des champs électromagnétiques sur la santé sont insidieux parce qu'invisibles. La prévention des risques sur la santé humaine liés aux ondes électromagnétiques passe en priorité par l'information et par la mise en place de procédés efficaces. La diffusion massive et généralisée de ces dispositifs, apporté cette technologie sur le banc des accusés par le biais de nombreuses études menées dans le cours de ces 20 dernières années, mettant en relation ce type de radiation ou rayonnement avec des risques pour la santé. Ils sont devenus néanmoins, un problème sérieux pour de plus en plus de personnes que l'on appelle « électrosensibles » pour qui une exposition même de faible puissance, devient un véritable handicap au quotidien. Les symptômes rapportés sont : Maux de tête, douleurs à la nuque, au dos, douleurs articulaires et/ou musculaires, fatigue, réveils brutaux et insomnie, acouphènes, troubles visuels, troubles de la concentration et de la mémoire, vertiges, dépression, irritabilité, problèmes cardiaques, notamment tachycardie et palpitations, nausées et troubles digestifs.

Conclusions définitives du Programme National de Toxicologie américain : Des preuves évidentes entre ondes de téléphonie mobile et tumeurs chez l'animal. Après dix années d'études, 30 millions de dollars dépensés, et un processus robuste d'évaluation des résultats par des experts extérieurs, le NTP américain rend aujourd'hui ses conclusions définitives sur une étude dont l'objet était d'établir ou non un lien de causalité entre exposition aux ondes et cancer. Et elles sont sans appel : chez les rats mâles, **l'apparition de tumeurs au niveau du cœur est reliée à l'exposition aux ondes 2 G et 3 G** et certaines preuves sont relevées concernant les tumeurs cérébrales et des glandes surrénales. Hasard du calendrier, ces résultats arrivent au moment où 157 scientifiques et médecins et 86 ONG du monde entier en appellent à proposer des valeurs limites d'exposition réellement protectrices.

Cette question est devenue plus présente chez les citoyens français à travers l'imposition du compteur électrique Linky par Enedis. L'objectif est de pouvoir mesurer la consommation électrique dans un domicile appareil par appareil afin de pouvoir proposer aux clients des tarifs adaptés à chaque situation. Il y a bien présent dans ce dossier la présence de la transition énergétique et l'offre d'électricité provenant de différentes sources d'énergie dont les énergies renouvelables. Mais pourquoi choisir cette solution qui fait parcourir des ondes néfastes pour la santé lorsqu'elles viennent s'ajouter aux ondes électriques et qui peuvent échauffer certains éléments électroniques de ce nouveau compteur ? La production-distribution-consommation d'électricité est elle aussi une question majeure à organiser en économie locale participative et dans le cadre des biens communs. Le dossier " Linky " illustre une fois de plus la volonté d'entreprises privées de maximiser leurs profits.

ÉVALUATION

Les querelles entre pro et anti ondes se poursuivent sans qu'une évaluation de leur impact sur la santé soit possible. Par contre soigner la maladie de Parkinson par un système de régulation d'ondes dans le cerveau fonctionne . Ce qui a au moins le mérite de prouver que notre cerveau est sensible aux ondes.

Conclusion partielle dans le domaine de la santé:

Évaluation globale des enjeux de santé : sur environ 200 Milliards d'euros de dépenses de santé, nous avons évalué 61 Mds d'euros de gains qui pourraient être obtenus par une médecine préventive mieux organisée et des habitudes d'hygiène de vie, une alimentation, une pratique sportive. Ceci suppose un autre rythme de vie et une dépendance minimale aux conditions de travail actuelles. Cette évaluation porte sur des enjeux immédiats dès que les interdits majeurs sont supprimés. Dans les réseaux de vie, il est possible d'aller encore plus loin pour vivre en meilleure santé.

Principales doléances dans le domaine de la santé : (liste non limitative)

- 1) Supprimer l'interdiction d'utiliser notre première source de savoir et développer une approche globale de la vie humaine non seulement physiologique mais aussi spirituelle et reliée à notre source de vie et de conscience présente en dehors de notre corps charnel, dans le but de garantir le respect de la vie à tout être humain et d'éliminer les pratiques actuelles de marchandisation des corps et des soins.
- 2) Généraliser à la naissance un examen pour vérifier que le corps n'a pas été déformé, notamment au niveau de la colonne vertébrale, des cervicales, de l'estomac, etc., de manière à garantir sa croissance sans séquelles, particulièrement d'ordre neurologiques.
- 3) Remettre en place un diplôme d'herboriste et supprimer les mesures prises en 1941 par le gouvernement de Vichy.
- 4) Utiliser la subsidiarité pour mettre au point les approches des professeurs Gernez et Solomidès afin de garantir une prévention des maladies dégénératives le plus souvent liées à nos modes de vie.
- 5) Supprimer les produits nocifs à la santé dans notre alimentation, nos vêtements et les objets de notre vie quotidienne et obtenir des solutions optimales à travers la pratique de la subsidiarité.
- 6) Éliminer les ondes qui présentent une menace pour notre santé.
- 7) Supprimer les mesures gouvernementales qui favorisent la privatisation de la santé et utiliser une Monnaie pleine pour rémunérer le travail de santé nécessaire aux besoins des citoyens depuis leur conception jusqu'à leur fin de vie ainsi que les investissements en équipements de soins et en lieux de vie et de fin de vie.
- 8) Assurer l'intégration des personnes handicapées dans des lieux de vie aménagés pour la rencontre de tous les citoyens.
- 9) Utiliser les technologies informatiques et de télécommunications pour améliorer la communication, la prévention et l'organisation des soins entre les personnels de santé et les citoyens.
- 10) Utiliser la propriété commune pour développer et gérer les biens communs immobiliers et mobiliers nécessaires au fonctionnement des soins et des mesures de prévention de la santé.

B) Les principales menaces sur la vie sociale à éradiquer par la pratique de la subsidiarité :

Nous revenons ici sur le cœur de nos propos développés sur notre site web. En effet, **le fonctionnement du système de pouvoir économique libéral est compris par de plus en plus de citoyens comme étant la cause de leur mal vivre, leur précarité sociale et leur appauvrissement, le creusement des inégalités sociales et de l'injustice.** Les cahiers de doléances mis en place par le gouvernement, abordent la question de l'évolution de la démocratie. Nous abordons ce sujet à travers les principaux interdits et dogmes mis en place, approche que nous utilisons dans notre mouvement de résistance et de libération pour abandonner les systèmes de pouvoir.

■ la centralisation du pouvoir

- L'ignorance sur les faits historiques qui ont détruit la civilisation médiévale du temps des cathédrales.**

Nous présentons le tabou franco-français sur le vendredi 13 octobre 1307 dans la troisième partie des Réseaux de vie sociale lorsque nous abordons l'ordre chevalier du Temple. Michel Rocard, Premier Ministre de François Mitterrand l'avait évoqué. **Ce tabou est capable de faire " sauter " plusieurs républiques.** Nous n'allons pas ici débattre sur ce sujet bien documenté sur le plan historique. Le pape Clément V a d'abord soutenu l'ordre du Temple puis cet ancien évêque de Bordeaux, Clément de Got, nommé pape avec le soutien de Philippe le Bel, est revenu brièvement sur les accusations d'hérésie et a même donné l'absolution au dernier maître des Templiers Jacques de Molay ainsi qu'aux autres responsables de l'Ordre du Temple.

Pour les rois de France puis leurs successeurs, visiblement, il n'en va de même. La première raison repose sur leur volonté d'utiliser un pouvoir centralisé fort, qui deviendra l'absolutisme royal à partir du 17ème et 18ème siècle lorsque les régions actuelles auront été rattachées au royaume. Avant l'élimination de l'Ordre du Temple, justement le pouvoir n'était pas centralisé puisqu'il utilisait l'alliance des contraires et la subsidiarité dans le cadre d'une démocratie directe locale participative. Ces règles avaient été mises en place en Europe depuis l'an 500 et le Mont Cassin par le mouvement des moines bénédictins. La seconde raison repose sur l'obligation du pouvoir royal puis républicain d'exercer un contrôle strict sur les vestiges de l'époque médiévale particulièrement florissante, notamment sur le patrimoine construit à cette époque : abbayes, villes libres et surtout cathédrales et leurs compagnons bâtisseurs qui poursuivront leurs œuvres après le 13 octobre 1307 tout en faisant serment de ne plus construire qu'une seule flèche aux cathédrales en construction. Nous allons revenir sur ces points en les développant quelque peu lorsque nous présenterons les principales menaces pour la vie sur Terre liées aux comportements humains fondés sur la peur, la peur du peuple de France qui depuis 1307 se réveille régulièrement même s'il n'arrive plus à se souvenir du crime originel commis contre ses intérêts politiques, économiques, sociaux, culturels et militaires d'abord par Philippe le Bel puis par tous les dirigeants du pays qui lui ont succédé jusqu'à aujourd'hui.

- **Le conflit entre jacobins et girondins lors de la révolution de 1789.**

Après la tentative de restauration de l'organisation médiévale, bénédictine et templière, par Jeanne d'Arc pour mettre fin à la guerre de Cent Ans et sortir le pays de la ruine qui a succédé à la destruction de l'Ordre du Temple et à la contestation de l'absolutisme royal mis en place depuis les rois maudits, la révolution de 1789 rencontre une fois de plus l'épineuse question de l'organisation du pouvoir en France. **Les Girondins ou Brissotins veulent sauvegarder les institutions décentralisées mises en place en 1789 et stabiliser la Révolution.** Certains d'entre eux plaident pour une guerre qui obligerait le roi à choisir définitivement le camp de la Révolution et étendrait à l'Europe les acquis de la Révolution et les Droits de l'Homme ! Les Montagnards sont menés par Robespierre, Danton, Saint-Just, Marat...Ils veulent un pouvoir fort et centralisé pour avant tout consolider les acquis de la Révolution et ne souhaitent à aucun prix une guerre. Ils s'appuient sur les sans-culottes parisiens, toujours prêts à déclencher une émeute. La fête de la Fédération le 14 juillet 1790 célèbre une nation qui repose sur ses régions. A Lyon, dès le 30 mai 1790, la municipalité organise une grande fête de la Fédération de Lyon au cours de laquelle les bataillons de la garde nationale de Lyon prêtent serment de défendre la nouvelle Constitution monarchique. Mais dès la chute de la monarchie en 1792 et la guerre avec les monarchies étrangères, les montagnards prennent la Convention et instaurent un pouvoir à nouveau centralisé et fort.

Nous avons montré **les erreurs de la révolution de 1789**, mises, à juste titre, sur le dos de Rousseau et de Voltaire par Victor Hugo dans la bouche de Gavroche sur les barricades de juillet 1830. Aucune mention de l'organisation du temps des cathédrales n'est faite, seules les prémices de la révolution industrielle et commerciale guident la bourgeoisie d'affaires dans sa conquête du pouvoir. La sacralisation de la propriété privée et la suppression des derniers vestiges de la propriété commune présents dans l'Ancien Régime à travers la loi Le Chapelier, suffiront pour développer la propriété privée des moyens de production puis le capitalisme. Entre-temps les restes des abbayes et des maisons communes de l'époque médiévale récupérées par les familles de la noblesse dont certains enfants entraient dans le clergé justement pour administrer ces domaines, ce patrimoine jadis géré en tant que biens communs, fut vendu comme Biens nationaux afin de renflouer les caisses de la Convention révolutionnaire et il passa aux mains de la bourgeoisie locale.

- **la constitution de 1958 et la présidentialisation du pouvoir.**

Les pouvoirs du Président de la République sont renforcés pour lui permettre une stabilité dans l'exercice de ses fonctions. La pratique des cohabitations à partir du milieu des années 1980 ne donna pas satisfaction aux partis politiques et le modèle américain fut utilisé pour faire évoluer les rôles du Président, celui de son Premier Ministre et le rôle du Parlement et de la majorité parlementaire. Dès lors le Président renforce son pouvoir personnel et il dirige de fait la politique du pays avec son adjoint et sa majorité parlementaire. La concentration du pouvoir entre les mains du Président n'a jamais été aussi forte depuis 1789.

La décentralisation du pouvoir au niveau des régions a permis d'éviter le blocage des administrations centrales mais la gestion reste contrôlée par le gouvernement et ses budgets de finances publiques, par l'allocation des moyens humains et financiers qu'il leur attribue.

Cette évolution correspond également à l'idéologie libérale, à la privatisation des services publics, à la suppression de l'état providence et au retour à un état gendarme. Mieux, **l'état est de plus en plus supplanté par des instances internationales, d'abord communautaires puis par des traités de libre échange. Sur le plan politique, cette situation se traduit par une dépendance accentuée vis à vis des marchés financiers qui préfèrent assurer les intérêts des rentiers et des fonds d'investissements plutôt que la croissance économique réclamée par les gouvernements pour trouver une marge de manœuvre dans leurs politiques publiques. La concentration du pouvoir se développe au dessus des états et de leurs gouvernements dans une gouvernance mondiale de l'oligarchie financière anglo-saxonne.**

- **l'affaire politique des " 80 kms/h " et le manque de subsidiarité dans cette mesure.**

Les mesures prises durant l'été 2018 pour renforcer la sécurité routière et faire encore baisser le nombre de tués se traduisent notamment par la réduction de la vitesse de 90 à 80 km/h sur les routes à deux voies. Prise pour l'ensemble du territoire, cette mesure va soulever dans les campagnes une contestation générale des citoyens et de leurs élus. Cette contestation deviendra visible et publique à travers le mouvement des Gilets-Jaunes depuis novembre 2018. La mise hors d'état de fonctionner des radars le long des routes sera systématique. Dans la revendication principale des Gilets-Jaunes, il y a la détermination à mettre en place une organisation démocratique sans représentants élus et sans syndicats, ce qui correspond à la démocratie directe locale participative.

Les élus comme la plupart des citoyens, expriment l'avis que c'est au niveau local de décider, au vu des particularités des routes, la vitesse qui correspond au niveau de sécurité le meilleur. Et ceci semble être une évidence pour une grande majorité des Français. D'ailleurs le Président ne fait pas la sourde oreille et critique à sa manière cette décision bien trop bureaucratique. **Mais jusqu'à présent, ni au niveau des pouvoirs publics ni au niveau des médias, personne ne demande, ne revendique la remise en pratique de la subsidiarité, comme avant le vendredi 13 octobre 1307 pour les fêrus d'histoire de France qui sont capables de l'affirmer. A notre avis, nous retrouvons ici d'une façon brutale et navrante l'ignorance voulue et entretenue par les dirigeants du système de pouvoir républicain sur l'autre manière de vivre en société quand les citoyens ne doivent pas la soumission à la minorité qui dirige le système.** Personne ne veut ou n'est capable de reparler de subsidiarité et donc de démocratie directe locale participative, terme actualisé à l'heure d'Internet en " réseaux citoyens de vie sociale ". Bien entendu, pour les partis politiques, le gouvernement et les élus, oser utiliser un vocabulaire tabou, interdit, exclu des constitutions républicaines depuis 1789, représente une gageure impossible à tenir. Une solution se dessine début février 2019 : le préfet et le président du Conseil Général chargé des routes décideront des vitesses adéquates au vu des particularités locales. En clair, c'est de la subsidiarité avec un cache-sexe, pas toute nue dans sa vérité première.

- **la double administration locale.**

Justement, en parlant de préfet, rappelons aussi que **la France est quasiment le seul pays européen à se payer le luxe de deux administrations locales** : par ordre chronologique, d'abord **les collectivités territoriales** : préfecture et sous-préfecture avec des fonctionnaires nommés le gouvernement puis **les collectivités locales avec des élus** : commune, conseil général et conseil régional. Cette pratique du contrôles des élus et des citoyens repose sur la peur des citoyens que nous avons déjà évoquée et dont nous reparlerons. Les cahiers de doléances en ce début d'année 2019 portent sur le nombre et la rémunération des députés, sénateurs, ministres, hauts fonctionnaires, sur la suppression du sénat mais pas ou très peu sur la suppression des collectivités territoriales. Est-ce de l'ignorance ou une peur pour oser remettre en cause la centralisation du pouvoir " à la française " si vivement critiquée par d'autres pays européens ?

Dans les réseaux de vie sociale, il n'y a pas séparation entre économie marchande et non marchande, entre secteur privé et secteur public. Il n'y a pas d'administration publique mais des institutions chargées de la gestion des réseaux de vie. Dans la quatrième partie qui présente les réseaux de vie, notamment ceux du premier niveau d'activité, le travail indispensable à la vie et à la survie, nous pouvons voir le cas du **centre de gestion de la mission d'autorité chargé des réseaux de prévention et de minimisation des violences**. Ces centres de gestion de la logistique au sens général de mise à disposition des ressources nécessaires pour le fonctionnement de l'organisation assurent la gestion des dossiers administratifs pour le conseil de l'action politique, par exemple ici **le Conseil politique pour la mission d'autorité**. Les salariés des centres de gestion et les citoyens qui participent à un Conseil politique sont rémunérés en Monnaie pleine. **Il n'y a pas de fonctionnaires et d'élus rémunérés à partir des impôts. Tous pratiquent la subsidiarité dans les projets de vie qu'ils conduisent. Il n'y a plus de centralisation du pouvoir mais une organisation des décisions prises depuis le niveau local jusqu'au niveau confédéral.**

- **la défense nationale.**

Sommes-nous en train de perdre " La dernière bataille de France " comme l'indique dans son livre le Général Vincent Desportes ? Les politiques budgétaires depuis de nombreuses années utilisent le budget des armées comme variable d'ajustement pour réaliser des économies à courte vue. Le matériel ne cesse de vieillir, les effectifs de diminuer et les plans de modernisation des équipements subissent des retards dont les causes sont aussi dans la perte de compétences des entreprises de défense nationale, faute d'un budget suffisant pour lancer de nouveaux programmes. **Le soldat français doit se contenter de faire toujours " mieux avec moins " alors que les missions extérieures restent nombreuses et dangereuses. Il n'est plus question de moral des armées mais du mépris que ressentent les soldats face à l'attitude récurrente des dirigeants politiques et en premier lieu celle du chef des armées. **L'obéissance ne doit pas être soumission.** Il s'agit de sauver le peu de confiance qui reste avant de la restaurer au sein d'une république qui fait les efforts nécessaires pour être à nouveau capable de défendre le sol du pays en cas d'invasion de puissances étrangères. Nous pouvons ajouter que ces efforts passent par une coopération européenne certes dans une défense européenne**

mais il s'agit alors de redéfinir le cadre de coopération avec les institutions internationales dirigées par les USA. La stratégie militaire de la France est en perdition, noyée dans un alignement derrière les positions américaines et celles des dirigeants anglo-saxons du système libéral qui ont organisé quasiment toutes les guerres depuis la guerre de Sécessions aux États-Unis. La France doit-elle rester dans une telle politique de gouvernement mondial de l'oligarchie financière anglo-saxonne ?

Les réseaux de vie sociale utilisent les méthodes de gestion qui leur sont propres pour garantir un niveau de défense optimal. Nous avons décrit la manière de faire des chevaliers templiers et la gestion des conflits militaires chez les nations iroquoises telle que les moines chevaliers leur avaient apprise lorsque la flotte templière avait établi ses bases dans le golfe du Saint Laurent dès le XIIIème siècle. Manière de gérer la guerre pour établir la paix, qui remonte aux pratiques celtes et gauloises, germaniques, vikings mais aussi égyptiennes et grecques pour ce qui concerne nos origines européennes. **Il n'y a pas de place alors pour un marché de l'armement, pour le financement du terrorisme et le financement de guerres coloniales pour la possession de ressources naturelles, pétrole et gaz, minerais, uranium, lithium... Avec une Monnaie Pleine, le financement de la défense civile et militaire est garanti et avec la pratique de l'alliance des contraires et de la subsidiarité, la stratégie est établie pour assurer la paix et la défense des richesses produites par le travail de tous.**

ÉVALUATION

Les dépenses ou charges du budget de l'état en 2018 sont d'environ 330 Mds €. Dans les réseaux de vie sociale, ce budget n'existe pas et les charges publiques sont des activités rémunérées dans le cadre de projets. En utilisant une Monnaie pleine, il n'y a plus de transferts de revenus par le biais des impôts et taxes mais seulement la gestion de la masse monétaire de manière à pouvoir rémunérer le travail qui a été réalisé dans le cadre des objectifs décidés par les réseaux. Le gain est de 100 %. Les dépenses actuelles de fonctionnement et de masse salariales sont transférées dans les budgets des projets de vie.

Le gain de productivité lié à un changement de structure entre celle de l'état et celle des réseaux de vie sociale peut être évalué à 1/3 soit 100 Mds € minimum, horsbudget militaire.

■ la répartition des richesses produites par le travail de tous.

• Les inégalités de revenus et de patrimoine.

La fracture sociale déjà évoquée début des années 2000 atteint fin 2018 un niveau qui enfin, pourrait-on dire, n'est plus supporté par les citoyens les plus modestes, c'est à dire la classe de revenus proche de la pauvreté et la classe moyenne en train de s'appauvrir. D'où l'irruption du mouvement des Gilets-Jaunes fin 2018 et la volonté des citoyens les plus modestes dont nombre de retraités et de femmes, d'en finir avec ce système de pouvoir libéral injuste qui ne cesse de les appauvrir, eux et leurs enfants

Cette question est largement traitée en économie et à travers les médias. Nous voulons ici résumer nos propos tenus sur fileane.com. La cause principale de ces inégalités est le choix des minorités au pouvoir dans ce système libéral comme avant dans la monarchie après le vendredi 13 octobre 1307, d'écarter la propriété commune gérée directement par le

groupe social local. Pourtant **la propriété commune est la meilleure des trois formes de propriété pour répartir le plus équitablement possible les richesses produites par le travail de tous. Sans elle, il faut mettre en place un système fiscal pour transférer une partie des revenus obtenus en tant que propriétaires privés ou tout simplement en tant que citoyens pour les verser dans la propriété collective gérée par l'état et un gouvernement politique**, un parlement rassemblant les représentants des citoyens. Mais aucun manuel d'économie ne parle **des trois formes de propriété** et les manuels de droit présentent surtout la propriété privée et en droit administratif, la propriété collective, sans la nommer d'ailleurs. Nous sommes toujours en présence de cette ignorance qui nous est imposée pour que les citoyens ne soient pas capables de briser un interdit qui défend les intérêts des dirigeants du système libérale. Sur fileane.com, nous sommes un des rares supports de communication et d'éducation qui en parlons.

Les citoyens français qui s'expriment à l'occasion des États-Généraux et du mouvement Gilets-Jaunes depuis novembre 2018, font de l'injustice fiscale leur priorité. Bref, tous débattent de rafistolage, de mesurette que le gouvernement accepterait finalement d'adopter. Aucune voix n'est reprise par les citoyens ou les médias pour exiger que dans ce domaine, l'objectif soit de restaurer la propriété commune, de manière à éviter ce transfert de revenus entre les propriétés privée et collective, transfert toujours sujet à des querelles d'intérêts et des complications fiscales et administratives inutiles. Pour le moment, début 2019, le Président annonce un déblocage de 10 milliards d'euros pour soutenir le pouvoir d'achat des plus modestes et des nouveaux pauvres.

Bien entendu, cet objectif, sur le plan historique, nous nous répétons, revient à briser le tabou posé sur le vendredi 13 octobre 1307 et la destruction de l'Ordre du Temple qui gérait et protégeait la démocratie directe locale participative mise en place par le mouvement bénédictin. Et comme la plupart des citoyens ignorent ces événements historiques et restent focalisés uniquement sur la propriété privée dont de plus en plus de citoyens en sont d'ailleurs privés... ces États Généraux ne serviront à pas grand chose pour ne pas dire ne serviront à rien et le changement tant espéré en matière fiscale sera remis à un futur indéterminé, une fois de plus.

Les inégalités de patrimoine sont davantage connues depuis les travaux de Thomas Piketty en France et d'autres chercheurs ailleurs. Ces inégalités viennent de loin. En Italie, à Florence, ville libre puis cité-état à la prospérité remarquable fondée sur les arts et les richesses culturelles, une étude montre que les familles les plus riches le sont depuis les années 1350 environ. Bref, depuis la disparition de l'Ordre du Temple et de sa banque au service des populations. Certains auteurs, économistes ou philosophes, ont bien montré que l'origine du capitalisme remonte à ces riches marchands qui ont prospéré depuis les années 1350 ou 1400. En clair, mais ces auteurs ne le précisent pas, depuis l'élimination de la propriété commune lors de la destruction des Templiers après 1307 et 1314 lors de la dissolution de l'Ordre chevalier par la papauté. La plupart des livres qui ont reçus l'agrément de leurs éditeurs (c'est à dire l'assurance qu'ils ne froisseront pas les lecteurs qui achètent encore des livres) ne remontent pas plus loin que les années 1350. Certes les archives locales de l'époque médiévale entre autres ont pour la plupart été détruites lors des incendies et des mises à sac des châteaux et des biens du clergé dirigés par des familles

de la noblesse, ceci le plus souvent avant la nuit du 4 août 1789. Mais tout de même, il suffit de lire l'histoire de nos cathédrales !

Certains néo libéraux pourront même ajouter que ces familles moins riches ou pauvres dans les années 1350, ont loupé l'occasion historique de s'enrichir en s'appropriant les richesses de l'époque médiévale essentiellement foncières, les domaines des abbayes, les commanderies templières... **Florence et ses banquiers vont récupérer l'ensemble de l'or en circulation en Europe tandis que ceux de Venise vont ramasser tout l'argent en circulation.** Les marins Vénitiens savaient certainement que la flotte templière depuis le port de la Rochelle allait d'abord en Amérique du Nord puis descendait vers les Andes et le Mexique chercher l'argent de la plus grande mine d'argent au monde toujours en exploitation. C'était le secret des Templiers et une connaissance que les marins vikings installés en Normandie leur avaient apportée. Florence n'est pas une ville portuaire et n'a pas pratiqué le commerce maritime. Elle ignorait que le stock d'argent en circulation pour soutenir le développement florissant du temps des cathédrales était bien supérieur au stock d'or en circulation et dont l'origine remontait aux mines de Nubie, là où l'or se ramassait à la pelle, sans se baisser et qui avait fait la puissance de la civilisation égyptienne.

Alors que faire aujourd'hui pour réduire, contenir **ces inégalités de patrimoine si énormes que ces richesses génèrent pour leurs propriétaires privés, des revenus au rendement bien supérieur à celui des rémunérations du travail. Les riches seront toujours plus riches avec les revenus de leur patrimoine et les salariés vivant de leur travail pourront survivre mais n'auront pas accès à la véritable richesse sur Terre, la richesse venant durablement du patrimoine** ? Tous ont compris que la maison familiale achetée à crédit et si durement remboursée, les enfants devront la vendre pour de plus en plus payer les années de dépendances en fin de vie de leurs parents. Seront déduits les droits de succession et les enfants recevront un petit pécule mais plus aucun patrimoine.

Alors que faire aujourd'hui pour réduire, contenir ces inégalités de patrimoine ? Nationaliser le patrimoine des plus riches, c'est à dire le faire passer de la propriété privée à la propriété collective ? Le transformer en biens communs et le faire passer de la propriété privée à la propriété commune ? C'est bien entendu possible selon la volonté politique du moment, surtout si l'on veut bien se baser sur l'argument qu'avant 1307, ces biens immobiliers pour la plupart étaient déjà gérés en biens communs. **Il y a pourtant une autre solution bien plus optimale : développer des projets de vie pour bâtir de nouveaux patrimoines et comme à l'époque médiévale, dans le cadre de la propriété commune, la seule capable de motiver toute une population pour accomplir des prodiges en architecture et en travaux de bâtiments et de génie civile et militaire.**

Dans la construction des bâtiments, est-il possible de faire mieux que les égyptiens des bords du Nil ? Affirmatif ! Et ce fut le cas lors de l'époque médiévale, le Moyen Age florissant. Nous reprenons les propos tenus dans le document de notre site web sur les Templiers.

Du développement de la France au cours de cette période, nous connaissons les résultats les plus spectaculaires et toujours visibles aujourd'hui. En un siècle, de 1170 vers 1320, 80 cathédrales et presque 500 abbayes furent construites dans la seule France. Ces constructions représentent plus de travaux de maçonnerie, de

terrassements et de taille de pierre que tout ce que réalisa dans ce domaine l'Égypte ancienne en cinq mille ans, construction des pyramides y compris. Le succès de ces entreprises s'explique par l'organisation économique et sociale en réseau qui décupla les énergies et les initiatives sous la conduite des ordres monastiques et chevaliers. Nous l'avons dit, **selon le chroniqueur de cette époque, Jean Froissart, vers 1300, la région de L'Île de France était pleine comme un œuf et ce niveau démographique important à ce moment là ne sera atteint par la suite que vers 1850, soit cinq siècles plus tard.** Ce développement économique, ce bien commun géré au plan local, a été défendu par les chevaliers du Temple qui ont ainsi géré environ 90% des propriétés foncières situées sur le sol de France.

Alors en 25 ans, en 50 ans, pouvons nous faire aussi bien sinon mieux ? Assurément si nous en avons la volonté politique et les méthodes de gestion de la démocratie directe locale participative avec l'alliance des contraires au niveau de la définition des objectifs et de la subsidiarité au niveau des solutions à utiliser pour réaliser les projets de vie. Qu'avons nous besoin comme ensembles immobiliers pour vivre mieux et plus libre, sans porter menaces sur la vie sur Terre ? Reprendre notre habitat pour le rénover, le détruire et le remplacer par des bâtiments à faible consommation d'énergie ou des bâtiments qui produisent plus d'énergie qu'ils n'en consomment. Développer des villes intelligentes, des villages bien adaptés aux particularités locales. Construire des lieux de vie pour minimiser les violences et favoriser notre démarche initiatique spirituelle.

Il y a du travail pour plusieurs générations. Et nous sommes alors très loin de la crise du logement, du manque de logement social, de la spéculation immobilière... Certes, nous nous répétons, il faut remettre en place des formations et développer des compétences chez un plus grand nombre de citoyens...mais qui ne passeront plus leur vie professionnelle à rembourser des crédits immobiliers ou qui accéderont enfin à un titre de propriété, même gratuit s'il s'agit de la propriété commune qui ne requiert que la participation aux charges de l'entretien du patrimoine commun, tout ceci délibéré et adopté en assemblée locale à travers l'action politique de chaque citoyen membre des réseaux de vie sociale.

Plus besoin de chercher l'or et l'argent dans les Andes ou au Mexique pour l'amener au port de la Rochelle. Utilisons la monnaie scripturale mais sous forme légale et sans dettes, la Monnaie pleine. **En clair, avec nos moyens technologiques, c'est encore plus facile qu'à l'époque égyptienne ou médiévale. Mais c'est strictement interdit par les dirigeants du système libéral** et particulièrement la haute finance et banques qui s'enrichissent avec leur argent dettes au détriment des salariés qui travaillent toute leur vie pour payer les dettes et surtout les dettes publiques des états. Nous y viendrons largement dans la partie quatre et le développement des œuvres.

Laissons les ignorants qui veulent le rester, eux si satisfaits dans leur conformisme, faire le jeu de leurs maîtres en discutant en long et en large de mesures fiscales pour réduire les inégalités de revenus et de patrimoine sans jamais comprendre que la cause et donc la solution repose sur l'organisation de la complémentarité entre les trois formes de propriété. De notre temps, à la Faculté de Droit, jamais un professeur ne nous a parlé de cette nécessaire complémentarité entre propriété privée, propriété commune, propriété collective, tout simplement parce qu'un interdit pèse sur cette

connaissance. Ici, le jeune poète Lauréat de sa Faculté de Droit à l'âge de 19 ans, s'est justement intéressé à tout ce que le Droit positif interdit et comme lui, les lecteurs, les citoyens sont invités à comprendre que **ce sont justement toutes ces connaissances interdites dont nous avons besoin pour nous libérer des systèmes de pouvoir**. Pas besoin de philosopher sur l'idéal, l'utopie, le doute, la résilience ou que sais-je encore à partir de notre seule source de savoir intellectuelle et rationnelle. Avec nos deux sources de savoir, nous avons les capacités pour utiliser ces connaissances interdites afin de retrouver nos jours heureux.

- **la fraude et l'évasion fiscale.**

Nous sommes confrontés ici à une dérive séculaire certes mais considérablement renforcée par les technologies informatiques et de télécommunications. Ces technologies sont une formidable opportunité pour la minorité dirigeante du système libéral, les financiers et les rentiers, les actionnaires et toutes les professions qui servent les intérêts de cette oligarchie des plus riches. Récemment les lanceurs d'alertes, des experts en optimisation fiscale qui ne supportent plus de collaborer à ces procédés injustes et destructeurs des liens sociaux, ont permis aux citoyens de comprendre le fonctionnement de ces fraudes planétaires et de cette évasion fiscale qui minent les budgets publics des états. Surtout, les citoyens ont les preuves que non seulement ils volent les bénéfices de leur travail mais qu'en plus, eux, les citoyens doivent payer plus d'impôts et de taxes pour combler ces recettes qui font défaut dans les budgets publics, gouvernement et protection sociale. Quand la pression fiscale est trop forte, le remboursement de la dette publique trop élevé, les citoyens ont compris qu'ils doivent alors subir les mesures d'austérité, les fermetures de services publics et leur privatisation. La fraude fiscale est estimée à 50 Mds € et ces dernières années le chiffre de 80 Mds € est soutenu est repris dans les média. Ce qui est rageant vu du côté des citoyens car ce montant à lui seul permettrait de combler les déficits publics, celui du budget du gouvernement et surtout celui de la Sécurité sociale. Il rendrait inutile bon nombre de mesures d'austérité au niveau de la protection sociale. Les citoyens condamnent cette injustice fiscale qui prouve l'absence criante de solidarité et la perte du pacte républicain mis en place après les années 1880. Autant abandonner de tels systèmes de pouvoir qui n'arrivent pas à lutter contre la fraude fiscale ou pire, la tolère et la légitime par des mesures légales prises sous l'influence des lobbies de la banque.

Il devient presque inutile de préciser maintenant que dans les réseaux citoyens de vie, la fraude et l'évasion fiscale ne peuvent pas se développer. Des fraudeurs individuels, il y en aura toujours mais ils ne sont pas tolérés et favorisés. Ils sont condamnés et, le cas échéant, exclus des réseaux citoyens de vie.

- **la prise de conscience des citoyens du vol de leur travail et une solution pour respecter le travail de tous.**

Au delà de la fraude et de l'évasion fiscale organisées à grande échelle à travers la planète, **les citoyens qui se sont réveillés, la minorité capable d'agir pour stopper ces menaces et atteintes à la vie sociale a compris l'ampleur du vol du travail des citoyens à travers le monde.** Laissons la querelle sociologique, philosophique autour de la phrase de **Pierre-Joseph Proudhon : " la propriété, c'est le vol "**. Lui, Marx et les autres de

cette époque, comme avant eux, ceux des Lumières, mais pas assurément ceux de la Renaissance ni Jeanne d'Arc et son mouvement, ignoraient qu'ils écrivaient dans le cadre de l'ignorance des méthodes et des principes de justice sociale provenant des bords du Nil et des rivages de Grèce et plus loin encore, des Andes, de Thulé, des Himalayas, du Caucase. Aujourd'hui, nous écrivons, nous luttons en ayant brisé en nous ces interdits et ces tabous posés par les dirigeants des systèmes de pouvoir.

Mais comment appliquer nos volontés politiques de changement de vie politique, économique, sociale, culturelle et rapidement ? **Proudhon, en 1848, répondra par la création de la Banque des échanges, la Banque du Peuple** qui doit permettre de réaliser une véritable démocratie économique grâce au crédit mutuel et gratuit qui donne la possibilité aux travailleurs de posséder le capital qui leur manque pour s'affranchir des propriétaires. Cette banque doit reposer sur trois principes essentiels : la gratuité du crédit grâce à une suppression progressive du taux d'intérêt ; la suppression de la monnaie basée sur l'or remplacée par un « billet d'échange » affranchi de la condition de remboursement en espèces ; la généralisation de la lettre de change payable à vue contre des marchandises ou des services. Ce « socialisme du crédit » laisse cependant de côté la question de l'organisation de la production et de la consommation (**source Wikipédia**). Avouez que nous ne sommes pas très loin, même très proche de la Monnaie pleine utilisée dans les réseaux citoyens de vie ! Il suffit d'éliminer le mot « crédit ». En tous cas, nous sommes bien en démocratie directe locale participative avec une structure mutualiste et fédérale.

Dans l'immédiat, une possibilité est discutée depuis de nombreuses années pour utiliser ces mêmes technologies informatiques et de télécommunications afin de prélever un pourcentage sur l'ensemble des flux financiers, des échanges entre actionnaires et rentiers, du patrimoine mobilier et des titres financiers et sur l'ensemble des paiements. Restons sur cette première solution : le prélèvement de 1% sur l'ensemble des flux financiers, notamment de l'économie-casino, celle de la spéculation et des placements financiers pour obtenir des intérêts et des dividendes, des profits sur les marchés financiers qui jouent avec les échanges des autres marchés de biens et d'équipements, de devises et surtout le marché faramineux de la dette.

La condition de départ repose sur le statut juridique de la Banque centrale nationale. En France, elle est déjà nationalisée depuis 1945, en Suisse la BNS est privée et il s'agit d'en faire une coopérative rassemblant l'ensemble des citoyens. Ensuite il s'agit d'évaluer le montant des transactions financières réalisées dans un pays. Le groupe suisse qui souhaite présenter une Initiative citoyenne pour la mise en place de cette micro-taxe sur les paiements, se fonde sur les données de SIX Interbank Clearing qui exploite le système de paiement SIC sur mandat et sous la surveillance de la Banque nationale suisse.

Voir <https://www.six-group.com/interbank-clearing/fr/home/payment-services/sic.html> qui parle de 40'000 milliards de flux par année, rien qu'en Suisse. Mais ceci ne représente que les flux de compensation, sans les créations monétaires, ni les opérations à hautes fréquences en nano-secondes, ni les flux qui restent dans les banques . Estimons ce chiffre de 40'000 milliards à 10 %, de ce total partiel, rien que ces flux seraient donc d'environ 400'000 milliards, nous disons environ 250'000 par sécurité... Donc cette base de prélèvement de la taxe sur les flux financiers est largement suffisante pour

couvrir tous les besoins vitaux de tous, sans exception. Un prélèvement de 1 % par simplification permet une recette publique de 2'500 milliards de francs suisses. Le PIB de la Suisse en 2017 est de 668, 572 Milliards de francs suisses. Dans le budget Suisse 2019, Le gouvernement table sur des recettes de 73,6 milliards et des dépenses de 72,3 milliards. Par rapport au budget 2018, les dépenses augmentent de 1,8 %, un rythme plus lent que les recettes. La hausse la plus forte vient du domaine de la sécurité (+7,1%, à 6,3 milliards). Elle est notamment liée à la décision d'accorder davantage de moyens à l'armée.

Rien que la confrontation de ces chiffres montrent qu'un prélèvement minime sur les flux financiers permet de financer un pays sans impôts et taxes et que ce pays dispose d'une marge de manoeuvre pour soutenir la croissance de son économie, développer la protection sociale, l'éducation., sa sécurité militaire, financer un revenu universel de base dès la conception d'un futur citoyen.

Ce projet peut se nommer " La Banque centrale 3.0 ", celle qui contrôle et prélève un taux d'intérêt général minime sur l'ensemble des flux financiers destinés à la création des profits pour les agents économiques. **En Suisse, le professeur de finance Marc Chesney s'est associé avec quatre autres personnes pour lancer une initiative visant à taxer toutes les transactions, financières et commerciales. Éliminer tous les impôts, sans provoquer un gouffre financier dans les budgets publics? Ce n'est pas un tour de magie. Marc Chesney, professeur de finance de l'Université de Zurich propose en effet de mettre en place une taxe sur les transactions financières qui s'appliquerait à tous les paiements électroniques.** Cette taxe n'a donc rien à voir avec la taxe Tobin, qui s'intéresse uniquement aux transactions financières, donc aux achats d'actions ou d'obligations, par exemple. La proposition de Marc Chesney s'étend à toutes les transactions financières – y compris le trafic des paiements – dont le montant total atteint au moins 100 000 milliards de francs par an, soit environ 150 fois le produit intérieur brut de la Suisse.

En Europe, depuis les années 2000, **ce secteur des flux financiers connaît une concentration soutenue et est dominé par ces 3 dépositaires centraux :**

- **Euroclear**, qui est présent en France, en Belgique, aux Pays-Bas, au Portugal, en Suède, en Finlande et, à travers CrestCo, au Royaume-Uni et en Irlande;
- **Clearstream**, présent en Allemagne et au Luxembourg ;
- **Depository Trust & Clearing Corporation** (en), le dépositaire américain.

Les dépositaires centraux européens se sont regroupés en une association professionnelle, ECSDA2, en 1997, notamment pour peser dans les débats sur l'harmonisation des infrastructures de marché. Croisons les chiffres aussi de la BRI à Bâle (<https://www.bis.org/>) avec notamment le système RBTR des pays de la zone euro, TARGET2, ainsi qu'avec les systèmes de paiements en masse allemand EMZ et paneuropéen STEP2 ou faire les calculs pour toute l'Europe sous euro....sans oublier Swift.

Dans le cas de la France, si cette estimation est réaliste, avec une taxe à 1%, le nombre de 3000 milliards de recettes publiques permettrait de faire une vraie révolution sociétale, respectueuse de l'environnement et des humains.

3'000 milliards de recettes fiscales permettraient :

1. de se défaire en France de : 75 milliards (impôts revenus) + 180 milliards (TVA) + 35 milliards (impôts sociétés) + 120 milliards (CSG) + 50 milliards (autres taxes et impôts : fonciers etc.) = 460 milliards.
2. Il y a 50 millions de citoyens adultes, on pourrait donc consacrer une translation de tous les revenus de 1000 euros par mois, conduisant à : $50 \times 10^6 \times 12 \times 1000 = 600$ milliards. Ceci peut se nommer un revenu universel de base.
3. Avec l'argent disponible on pourrait largement doubler les budgets de chaque service public (même quadrupler pour la justice, le budget de la justice est ridiculement bas : 8 milliards! Un pays où la justice est appliquée au bout d'un an et demi dans les meilleurs cas n'est certainement pas une démocratie). Estimation : 600 milliards.
4. Il reste encore 1340 milliards pour revoir les retraites et la sécurité sociale, et envisager de grands programmes de VRAI développement durable, et en particulier la transition énergétique, le financement des œuvres et de l'action politique.

La mise en place d'une telle transition pour quitter les systèmes de pouvoir repose sur la volonté politique des citoyens de mettre en place les méthodes, les outils et les normes de la démocratie directe. Que dire de plus ? Si nos élus n'ont pas cette volonté, alors la minorité agissante est volontaire ! Oui mais que faire de la majorité qui ne sait pas ou ne veut pas, ne peut pas vouloir ?

ÉVALUATION

C'est l'enjeu le plus important et rien que le calcul précédent de la taxe sur les transactions financières et les paiements donne une mesure réaliste ainsi que l'écart énorme entre les recettes publiques actuelles et celles rendues accessibles par cette mesure fiscale. Nous pouvons également **évaluer l'impact de la propriété commune dans le partage de la valeur ajoutée actuelle, tout comme l'impact de la monnaie pleine qui ne crée plus un endettement des citoyens et de l'état** .

Fin 2018, le PIB annuel de la France s'élève à 2282,8 milliards d'euros. Sa croissance reste faible ces dernières années et nous avons vu que la France ne sait pas créer de nouveaux emplois pour réduire le chômage structurel important. Les données montrent que la part des dividendes a doublé au début des années 2000, d'abord au détriment des salariés puis la part des salaires revenait au niveau habituel, c'est la part d'autofinancement qui a baissé. D'après le Fonds Monétaire International, dans les pays membres du G7, la part des salaires dans le Produit Intérieur Brut a baissé de 5,8 % entre 1983 et 2006. D'après la Commission européenne, au sein de l'Europe cette fois, la part du travail a chuté de 8,6 %. Et en France, de 9,3 %. De 1983 à 2006, la part des dividendes dans la valeur ajoutée est passée de **3,2 % à 8,5 %**. **Un quasi-triplement ! C'est en gros « 120 à 170 milliards d'euros par an qui ont ripé du travail vers le capital »**. En France, de 2009 à 2014, les dividendes ont augmenté de 58% alors que le salaire net médian stagne autour de 1730 €.

Le partage de l'EBE en 3 tiers entre actionnaires, salariés et entreprise reste un vœu pieux. Dans les entreprises cotées en Bourse, les dividendes battent des records d'années en années

grâce à l'économie casino qui rapporte plus que les investissements dans l'économie réelle. L'EBE représente environ un tiers du PIB soit 750 Mds €, la gestion en propriété commune, sans actionnaires ou en étant tous actionnaires salariés permettrait de redistribuer 2/3 aux salariés actionnaires soit environ 500 Mds. En 2015, environ 16,9 Mds ont été distribués au titre de l'épargne salariale dont 8 Mds au titre de l'intéressement.

Objectif de gains dans les réseaux de vie par une meilleure qualité de vie et de prévention : Les investissements sont financés avec la Monnaie pleine, sans dettes, ce qui permet d'améliorer leur rentabilité. La rémunération du travail est plus juste et élevée pour suivre l'élévation du niveau des compétences obtenues par la pratique de la subsidiarité. L'utilisation des biens communs réduit les dépenses des citoyens. Les gains pour la rémunération du travail peuvent être estimés à 600 Mds € dans une hypothèse basse. Ce montant dans les réseaux de vie se partage entre monnaie pleine et droits sociaux. Ce sont les droits sociaux qui financent les biens communs et en partie la réalisation des œuvres qui élèvent le niveau de vie.

■ **la volonté de remettre en place une démocratie directe locale participative.**

- **le RIC et la solution d'un premier RIC sur une taxation des flux d'échanges financiers.**

Depuis novembre 2018 et le mouvement Gilets-Jaunes, une mesure fait convergence pour aller dans le sens de la démocratie directe locale participative, c'est la proposition d'un RIC , référendum d'initiative citoyenne. Le débat s'enflamme rapidement de part et d'autre sur l'utilité d'une telle mesure et le risque d'instabilité qu'elle inscrit dans la Constitution de 1958 justement basée sur la stabilité des Institutions.

Dans la situation actuelle du pays, ce RIC représente d'abord une sorte de mesure qui remplace cette fameuse obligation qu'avait le roi de réunir les États-Généraux lorsque les caisses du royaume étaient vides, mesure que n'ont jamais reprise les Constitutions républicaines depuis 1789. Mais alors dans cette perspective, la cohérence de ce mouvement citoyen doit reposer sur une alliance fond et forme : **La forme du RIC, de ce premier RIC à mettre de suite en place doit rejoindre le fond : la taxation des flux financiers et commerciaux, justement pour remplir les caisses de la République.** En ce début 2019, sommes nous capables de faire évoluer l'ignorance de la plupart des citoyens sur ces questions économiques et financières pour faire passer le débat actuel sur l'ISF jusqu'à la question d'une taxation des flux financiers et commerciaux ?

Techniquement, il n'y a aucune impossibilité et d'ailleurs **le gouvernement français travaille sur cette question d'une taxation des flux financiers.** L'idée serait de partir du modèle de TTF à la française . Mise en place en 2012, cette taxe s'applique aux seules transactions sur les actions des entreprises valorisées plus de 1 milliard d'euros en Bourse. Cela étant, la France, la Belgique, l'Italie et la Grèce, qui ont déjà mis en place une telle taxe, en tirent des recettes budgétaires. En France, la TTF a contribué en 2017 à hauteur de 652 millions d'euros au budget de l'État et de 798 millions à l'aide au développement, pour un total de 1,45 milliard d'euros depuis 2012. Actuellement, cette mesure est discutée au niveau de l'Union Européenne mais des pays font obstacle pour protéger leurs rentiers ou leur système de dumping fiscal. Le gouvernement français

déclare qu'il a trop attendu et qu'il veut mettre en place cette mesure, seul de son côté. Alors ? Qu'est-ce qu'on attend pour être heureux ?

Le gouvernement Macron n'entend pas suivre de telles initiatives populaires ou, vu de notre côté, citoyennes. Le Président de la République s'ingénie à récupérer la colère des citoyens les plus modestes pour poursuivre ses réformes libérales. Il sait qu'il a besoin de nouvelles recettes fiscales qui ne proviennent plus du travail, et donc qui doivent provenir du capital et essentiellement des capitaux en circulation, des flux financiers. Nous pouvons même envisager un petit bout de chemin ensemble avec les élites néo libérales. Si leur objectif est de contrôler l'économie mondiale et les états, leur usurpation du pouvoir au niveau de la création monétaire suffit. Quoique...

Pour contrôler l'usage de la monnaie en circulation et ce que certains en font dans l'économie souterraine, les trafics d'êtres humains, trafics d'armes, etc., bref tout ce qui nécessite le paiement des fonctionnaires des états gendarmes pour que la société n'implose ou n'explose pas, ce qui amènerait l'écroulement du système économique et la fin des affaires profitables, la taxation de l'ensemble des flux financiers et commerciaux est une solution optimale non négligeable, surtout s'il n'y a plus possibilité d'échanger de la monnaie fiduciaire, pièces et billets. Plus besoin d'impôts, de passer du temps à monter de la fraude fiscale, de risquer la prison pour des détournements de fonds ou de biens sociaux qui vous mettent policiers et juges aux trousses. C'est vite réfléchi car cette déréglementation optimale, finalement tout esprit néo libéral en rêve aussi ! Mais de là à nous imposer un taux de taxation de 0,001% ou de 0,0001% comme ils en sont capables ? Et pas question non plus dans ce cadre de référence néo libéral d'une banque centrale 3.0 contrôlée par les citoyens, ni européenne, ni française.

Pourtant, avec le Président Emmanuel Macron, nous avons quelqu'un de compétent en finance, banque et normalement aussi en création monétaire. A défaut, il possède un carnet d'adresses qui devrait nous aider à mettre ces réformes fiscales et monétaires en place, sinon, nous avons notre propre carnet d'adresses de personnes compétentes pour mettre en place une monnaie pleine et une taxation des flux financiers et commerciaux. **Les citoyens français avertis de ces questions, la minorité agissante, nous savons que tout est prêt pour transformer ces possibilités en une réalité cohérente, juste et humaniste. Donc, de notre côté, nous savons également qu'ils sont face à une responsabilité immense soit pour enfin changer ce régime politique et cette soumission à l'idéologie libérale, soit pour refuser ce changement** et déclencher en plus de la guerre commerciale mondiale, une guerre franco-française dont les formes restent encore à définir.

Pourtant, le gouvernement et son Président poursuivent leurs politiques comme si de rien n'était...ou pas grand chose, une histoire de " jojos " certes qui se complique lorsque des ministres italiens du gouvernement populiste viennent soutenir chez nous des candidats " populistes " aux élections européennes. Mais pour l'essentiel, la stabilité électorale serait assurée, donc un petit RIC dirigé par le pouvoir politique des élites, une petite TTF, le maintien de l'ISF et le tour est joué, pensent-ils.

- **Le système électoral bloqué par le conservatisme du centre.**

Le lecteur rendu comme nous à ce point de nos doléances et des solutions cohérentes réalisables rapidement, comprend que **nous sommes au cœur de la politique franco-française et du prochain conflit civil qui menace**. La question est comprise et observée depuis des siècles de système de pouvoir : **le conservatisme et le conformisme ne sont que l'expression d'une même forme de dépendance servile face à un pouvoir**. Le conservatisme tente de se justifier par le respect du légalisme ambiant et le sophisme qui veut que puisque c'est légal, c'est bien qu'une majorité était d'accord pour ces règles. Le conformisme se caractérise par un suivi de solutions fausses dans l'intention de ne pas aller à l'encontre de ce qu'exprime les membres du groupe selon leur ignorance ou leur peur. Jusqu'à présent, l'idée était que le conservatisme était présent à travers tous les partis politiques dans lesquels luttait conservateurs et militants progressistes. Ici aussi, cette pensée unique pour masquer les conséquences funestes du conformisme utilisé comme principale influence sociale par la minorité à la direction des systèmes de pouvoir, est fausse.

Nous reprenons succinctement **un article de presse paru dans le numéro 1143 du 8 février 2019 de l'hebdomadaire Marianne et rédigé par Natacha Polony**. Elle reprend un article du New York Times du 23 mai 2018 rédigé par **David Adler, chercheur en Sciences Politiques**. **Celui explique à l'aide de deux études mondiales, que les gens qui s'identifient comme centristes sont bien plus méfiants envers des " élections libres et équitables " que ceux qui se positionnent aux extrêmes. Ils souhaitent davantage un " chef fort ".** Et ils ne supportent pas les gens qui pensent autrement, conformisme oblige. Les extrêmes sont alors qualifiés de populistes, d'agitateurs qui contestent la présence d'un chef fort. L'auteur américain prend l'exemple des démocrates américains qui ont accepté la triche organisée au sein de leur parti pour écarter Bernie Sanders au profit de Hillary Clinton. **La raison ne repose pas sur la défense de la démocratie mais ces centristes défendent en réalité un système économique-politique considéré comme le meilleur pour garantir la stabilité et la prospérité.** Ils ne veulent pas s'occuper de la lutte contre le chômage de masse et restent donc ignorants sur ces solutions qui existent. **Ils ne croient pas dans la réalité qui contredit leurs croyances, ils se complaisent dans l'exaltation qu'ils portent au grand marché mondial qui garantit le progrès.** Le conformisme s'est ainsi concentré dans le centrisme qui élit inéluctablement celui qui se présente comme "le chef le plus fort", c'est à dire avec le vrai visage du totalitarisme pour défendre les centristes conservateurs contre les agitateurs populistes qui ne pensent pas comme eux. A ce stade, nous n'allons pas évoquer le cas des poètes, et des poètes initiés qui, par l'habitude prise par les dictateurs, en sont les premières victimes réduites au silence plus ou moins définitivement. Ce qui a pour conséquences que les poètes initiés sont dorénavant les premiers à organiser l'abandon de tous les systèmes de pouvoir pour **en finir avec ces manies des centristes de servir les tyrannies et les fascismes**. Les exemples du XXème siècle sont édifiants et choquants sur ce point, particulièrement en France. Il est plus que temps que cela cesse et pour plusieurs siècles au moins !

Dans le cas de la France, le dédagisme des électeurs s'est traduit par la quasi élimination du parti socialiste et l'affaiblissement des partis conservateurs de droite ainsi que les partis des extrêmes. La défiance des citoyens envers le système électoral et la démocratie

représentative explique cette situation mais comme le système tient toujours, **un sondage IFOP exclusif pour Marianne paru dans ce numéro, montre qu'Emmanuel Macron serait réélu " dimanche prochain " avec un score bien meilleur qu'en 2017.** L'explication repose sur une fois de plus le refus de voter Marine Le Pen au second tour et son parti populiste s'il en est. **La crise des Gilets-Jaunes, pour le moment, sert donc les intérêts du parti politique au pouvoir. Le conformisme et surtout l'ignorance des citoyens sur les solutions à mettre en place pour changer profondément la République, joue à plein dans la défense du système libéral. Normal dirons nous après tant d'années voire de siècles passés à répandre l'ignorance et l'obscurantisme sur l'alternative des réseaux citoyens de vie, la démocratie directe locale participative. A ce stade, le temps des cathédrales est le summum du populisme le plus condamnable parce qu'il est interdit par les " chefs forts " actuels. C'est bien cela la définition du conformisme. Bref, le système électoral est encore plus bloqué qu'en 2017 lorsqu'une majorité d'électeurs s'étaient promis que c'était la dernière fois qu'ils votaient pour faire barrage à l'extrême droite.**

Avant d'arriver à 2022, en 2019, ce centrisme autoritariste se manifeste contre le mouvement des Gilets-Jaunes en parlant à nouveau de peste brune, celle que ces centristes connaissent bien pour l'avoir suivi aveuglément de 1940 à quelques jours avant l'arrivée des Alliés. Les questions précises qui illustrent cette dérive fascisante sont la réduction des libertés publiques, du droit à manifester, le renforcement des intérêts des actionnaires avec la reconnaissance du droit au secret des affaires pour défendre leurs privilèges. Les citoyens ne sont pas associés aux décisions vu qu'ils sont traités comme des irresponsables. Les réunions publiques ouvertes dans le cadre des États-Généraux sont l'occasion de faire le show pour le Président, les ministres, les hauts-fonctionnaires fidèles à la ligne de pensée idoine. Que voulez-vous qu'un poète aille se fourrer dans une telle médiocratie attisée par un centrisme des plus repoussants ?

Le comportement néfaste pour la vie sociale de ces politiciens autoritaristes centristes trouve une explication logique : chez **les néo libéraux, ils ont la certitude absolue de détenir une vérité plus importante à préserver que la démocratie.** Ils sont les serviteurs zélés de la primauté de l'économique sur le politique, des intérêts privés sur l'intérêt général (et ils ont horreur que nous leur parlions d'intérêts ou de biens communs comme au temps des cathédrales européennes). Leurs attitudes décomplexées peuvent séduire un bref instant, c'est le comportement le moins grave de l'attitude de manipulation. Mais rapidement ils passent à la dévalorisation des dissidents, des populistes et lorsque la culpabilisation de ces derniers ne fonctionne pas, ils changent d'attitude pour utiliser l'agressivité. **Ce qui n'est absolument pas assertif !** Les centristes soutiennent ces mesures criminelles, **l'expérience de Milgram explique pourquoi et comment mettre en place cette infamie à laquelle se soumet librement les deux tiers d'une population.**

En février 2019, nous en sommes là. Les Indignés de 2011 révisent les chapitres des résistances françaises au pouvoir absolu et au dogme du bien absolu. Nous relisons ce que nous avons écrit en janvier 2011 **dans le discours du poète aux Glières** et le soldat qui a conservé l'esprit chasseur reste forcément prêt.... pour quitter les systèmes de pouvoir avec ou sans Gilet Jaune sur le dos ! Pour celles et ceux qui ne l'ont pas encore révisé, il est utile de suivre un travail dirigé de management sur les contre-pouvoirs, comme le TD

présenté sur notre site, pour **comprendre que tous les grands changements à travers l'histoire ont été menés par des minorités actives et jamais par des majorités indécises, silencieuses ou pire, des majorités centristes conformistes et autocratiques.**

Cela peut faire peur. Nous savons que l'ignorance ajoutée à la peur fabrique la haine. Et de la haine, il en est de plus en plus question dans nos rues et nos médias, et surtout du côté de nos détracteurs et opposants.

Évaluation de la démocratie représentative en France :

La démocratie parlementaire française coûte donc au total 1,3 milliard d'euros au total sur 1 345 milliards de dépenses publiques prévisionnelles en 2019 ! Soit 0,1 % de l'ensemble ou 19 euros par Français et par an.

Au delà de ce montant, nous devons évaluer l'impact que possède cette démocratie représentative qui applique l'idéologie libérale. Il y a l'endettement du pays qui s'est accru surtout après la loi de 1973 qui a régularisé des habitudes prises depuis 1945 et avant mais qui après 1973 sont devenues obligatoires en obligeant le financement des politiques publiques par l'emprunt sur les marchés financiers. La dette publique française a atteint 2322,3 milliards d'euros au troisième trimestre et se rapproche dangereusement de 100 % du PIB, a annoncé l'Insee vendredi 21 décembre 2018. Il faut ajouter l'impact de la désindustrialisation de la France et le laisser faire des élus au nom de la doctrine libérale. Ajoutons également le coût des dépenses de santé lié au refus d'utiliser les méthodes des médecins dont nous avons parlé, bref le coût de la non qualité politique pour se ranger derrière des décisions venant de Bruxelles ou de lobbies et destinées à favoriser les intérêts privés des actionnaires et des dirigeants de l'économie libérale. D'autres imputations peuvent être faites.

La responsabilité d'un système de pouvoir ne se limite pas à la seule rémunération de ses dirigeants mais à l'ensemble des conséquences de ses actes. L'évaluation de la démocratie représentative présente alors un coût énorme de non qualité politique, un coût de refus de mise en place d'une solidarité nationale faramineux surtout si nous calculons le cumul de ces politiques sur des dizaines d'années. L'enjeu de la démocratie représentative est si calamiteux que la solution optimale est d'y mettre fin pour abandonner les systèmes de pouvoir et remettre en place nos réseaux citoyens de vie.

Conclusion partielle dans le domaine de la vie sociale :

Évaluation globale des enjeux dans le domaine de la vie sociale :

Gains au niveau de l'état : 100 Mds € + gains au niveau de la rémunération du travail : 600 Mds € + gains au niveau de l'abandon de la démocratie représentative : 3 000 Mds € minimum à travers la suppression du cumul des pertes causées par ce système politique. L'estimation totale est alors de 3 700 Mds €. Si de l'autre côté, nous plaçons la possibilité d'obtenir au minimum 3 000 Mds € par an de recettes fiscales avec la taxe sur les transactions financières et les paiements, l'enjeu total immédiat est de 6 700 Mds € minimum puis à court terme de 3 700 Mds €, une fois les dettes éliminées

L'objectif dans ce domaine de la vie sociale est donc à court terme de 6 700 Mds € minimum puisqu'il s'agit uniquement que d'une question de volonté politique. Inutile de préciser que ces 6 700 Mds € et assurément bien davantage servent actuellement les profits démesurés de la minorité la plus riche qui dirige ce système libéral. Une fois l'endettement supprimé, il est possible que la croissance des richesses soit supérieure et le rendement de la micro taxe donc supérieur à 3 700 Mds €. Nous laissons de côté mais sans les oublier, les 80 Mds € de l'évasion fiscale.

Principales doléances dans le domaine de la vie sociale : (liste non limitative et en priorité)

- 1) Prendre acte que les systèmes de pouvoir : le système libéral, les théocraties dogmatiques, les dictatures, conduisent nos sociétés au désastre politique, économique et social et aux conflits les plus graves. Ces dirigeants doivent déclarer qu'ils acceptent la remise en cause de leur pouvoir et l'ouverture des travaux pour quitter ces systèmes et remettre en place des démocraties directes locales participatives avec le fonctionnement qui s'y rattache .
- 2) A court terme utiliser une micro-taxe sur l'ensemble des paiements, le temps de mettre en place la Monnaie Pleine et la gestion des richesses qui va avec.

II L'élimination des peurs à travers le développement de la subsidiarité.

L'ignorance, nous venons de le voir, porte essentiellement sur des connaissances provenant de notre seconde source de savoir, la source intellectuelle et rationnelle. **Les peurs sont éliminées certes par la raison jusqu'à un certain niveau mais chaque être humain sait par expérience qu'il doit faire appel à d'autres ressources et d'autres connaissances plus intimes et qui font partie d'abord de son caractère puis de sa personnalité et de son identité.** Nous développerons ce sujet dans la partie 4, la réalisation des œuvres et le développement du savoir global à partir de nos deux sources de savoir. Savoir global que nous nommerons le savoir humaniste, dans la tradition de l'Humanisme de l'époque médiévale puis de la Renaissance, quand justement le pouvoir absolu des minorités au pouvoir dans leurs systèmes avait pu être écarté et que notre première source de savoir était à nouveau utilisée. **L'initiation à la rencontre des mystères de la vie élimine la peur de la mort de notre corps charnel terrestre et par conséquent la peur de tout ce qui se passe dans notre condition humaine.** L'initié, tel le chevalier, vit sans peur et sans reproche.

C'est pourquoi **les dirigeants des systèmes de pouvoir interdisent cette utilisation de notre première source de savoir pour éviter de se retrouver face à des citoyens initiés qui non seulement vont les contester mais également vouloir les écarter, les éliminer du pouvoir. Tous ont compris que la soumission imposée aux citoyens dans un système de pouvoir, utilise les peurs. En Management, le mot choisi est « l'anxiété »** et le savoir faire du manager dans un système est d'entretenir la « bonne » dose d'anxiété dans son groupe pour obtenir la meilleure performance possible de ses subalternes. **Le système de pouvoir libéral entretient deux niveaux d'anxiété :** le niveau de base pour maintenir dans la soumission les citoyens, et le niveau de crise lorsque le capitalisme, l'oligarchie financière anglo-saxonne poursuit ses manœuvres pour étendre son gouvernement mondial à l'aide de crises et de guerres.

Il existe aussi des peurs qui au départ n'ont rien à voir avec les systèmes de pouvoir. Elles proviennent même de la compréhension la plus scientifique possible de la vie de notre planète, particulièrement instable. **Nous aborderons à ce moment là brièvement dans ce texte, les relations entre les connaissances scientifiques sur la vie de la planète et les menaces de son instabilité avec l'enseignement de la plus haute initiation délivrée par le temple de Dendérah sur les bords du Nil : le mystère de l'Apocalypse.** Ce mystère ne correspond pas un dogme religieux capable de servir une théocratie sectaire et fanatique. Avant de se présenter comme postulant à cette plus haute initiation, le candidat avait passé de nombreuses années pour devenir maître et expert dans les lois divines et les mathématiques célestes. Une fois initié, il ou elle n'avait plus peur de l'Apocalypse et était capable de conduire son peuple pour qu'il survive et puisse sur Terre, développer à nouveau la vie humaine, animale, celle des plantes nourricières et qu'il sache utiliser les ressources de la nature...grâce à la subsidiarité, à la gestion des aides et des secours indispensables évidemment pour vaincre les périls les plus terrifiants capables de détruire une grande partie de la vie de notre planète.

A) Les enjeux de l'élimination de l'anxiété et des peurs dans les réseaux de vie sociale.

■ l'anxiété utilisée par les managers pour entretenir la soumission au système.

► la cause de la peur, le mal français.

Nous avons déjà évoqué en présentant la centralisation du pouvoir en France, cette défiance endémique des élites dirigeantes envers le peuple et nous en avons donné la cause en remontant au vendredi 13 octobre 1307. Dans la partie 3, l'histoire du conflit entre systèmes de pouvoir et organisations en réseaux, nous établirons la chronologie des évènements politiques et militaires depuis cette destruction du temps des cathédrales jusqu'à notre époque contemporaine. Le Mal français d'Alain Peyrefitte (1976) a démontré la conséquence majeure de la guerre entre catholiques et protestants dans le retard industriel du pays et la défiance des dirigeants catholiques envers le peuple, une fois les protestants exilés et partis développer l'industrie dans les pays voisins.

Cette défiance a également pour conséquence **nos plus mauvaises relations sociales parmi les pays industrialisés.** Thomas Philippon dans son livre « Le capitalisme d'héritiers » estime que ce management paternaliste qui décourage les promotions des salariés les plus compétents nous coûte près de 5 % de notre PIB (soit 138 Mds € en 2018). Dans **notre page web, le malaise politique, économique et social en France,** l'étude d'Alternatives économiques portant sur les années entre 1985 et 1994, période de la révolution technologique de l'informatique industrielle et des automates programmables, **les entreprises ont fortement investi dans les robots mais sans former suffisamment les salariés. Mis à part remplacer des salariés payés obligatoirement au SMIC avec en plus les charges sociales, par des robots qui ne cotisent pas à la Sécurité Sociale,** ces investissements dans le capital technique ont été mal utilisés ou sous utilisés parce que les salariés n'ont pas eu une élévation de leur niveau de compétences pour les régler et les optimiser comme par exemple au Japon. Une des solutions pour sortir de cette impasse a été la délocalisation des usines pour retrouver des faibles coûts de main d'oeuvre, l'autre solution a été la vente des entreprises à des capitaux étrangers qui les ont fermés et provoqué la désindustrialisation du pays, menace majeure pour un pays riche qui prend ainsi la direction de son appauvrissement.

► le coût de la peur

Nous utilisons **une étude de 1996 réalisée en Allemagne qui identifie les conséquences de la peur et évalue leurs coûts pour les entreprises et l'état.** Les résultats viennent contredire l'image du travailleur allemand si travailleur et performant. Près du tiers d'entre eux déclare ne pas faire de zèle et se contenter de remplir les objectifs sans plus. Le coût global de la peur en 1996 dans les entreprises allemandes est évalué à 337 milliards de Francs soit un peu plus de 51 millions d'euros. Pour la France en 1996, l'estimation devrait se situer à 65 millions d'euros. Cette enquête, à notre connaissance n'a pas été renouvelée en Allemagne et n'a jamais été faite en France.

Quelques chiffres sont cependant disponibles en France. Le « coût caché de l'absentéisme au travail » s'élève à 107,9 milliards d'euros par an en France, soit 4,7 % du PIB, estime l'institut Sapiens, un think tank libéral, dans une étude publiée mercredi 21

novembre 2018. Pour 2016, nous trouvons un chiffre de 60 milliards dans une autre étude. Le présentéisme coûte plus cher que l'absentéisme, il correspond à une sorte de démission interne. Dans l'étude de 1996, la démission interne est de 31 % du coût de la peur alors que l'absentéisme est de 8 %. Le présentéisme est une spécialité française. Ceux qui restent le plus longtemps au travail croient qu'ils seront bien vus et n'auront pas de soucis, ils veulent plaire au patron, ce qui est le comportement le moins grave de l'attitude de manipulation. Une des causes importantes est l'insécurité de l'emploi. Or le management sait que ces salariés font des heures de présence qui sont néfastes à leur productivité en cumulant de la fatigue inutile. Un chiffre d'octobre 2017 évalué à 14 milliards d'euros le présentéisme.

► les emplois bidons

« Bullshit jobs » (que l'on peut traduire par « jobs à la con »), tel est le qualificatif qu'a donné [l'anthropologue étasunien David Graeber a ces emplois sans utilité sociale qui se multiplient dans les entreprises et dont il a théorisé l'existence en 2013](#) dans un pamphlet publié sur le site britannique Strike ! Un manifeste auquel de très nombreux médias et sites du web de tous bords ont donné un écho international induit par **le mal-être vécu par un nombre croissant d'employés du tertiaire qui se reconnaissent dans le constat de Graeber.. En Grande-Bretagne ou aux Pays-Bas, des études ont pu montrer qu'entre 37 et 40 % des personnes interrogées sentent que leur travail ne sert à rien.** "Je m'attendais à un chiffre comme 10 à 15 % mais c'est en fait un tiers des emplois", relève l'anthropologue. Sur près de 130 milliards d'euros de masse salariale en France (en 2017), si un cinquième correspond à des emplois bidons (hypothèse basse), cela représente 26 milliards.

Les entreprises dans ce système libéral préfèrent payer des emplois inutiles pour maintenir les citoyens au travail sinon ils se mettraient à réfléchir et se révolteraient. Pour Graeber, c'est le prix que le système et ses dirigeants acceptent de payer pour qu'il se poursuive et n'implose pas. Par contre les emplois utiles et indispensables sont mal payés et le plus possible remplacés par des machines, des robots. Les salariés de ces emplois font souvent grève pour lutter contre ce dénigrement et comme leurs grèves gênent l'ensemble de la population, les dirigeants font tout pour que cette population soit contre eux. Ce sont principalement les fonctionnaires et les agents des services publics, emplois que les dirigeants néo libéraux veulent privatiser. **Ce qui est paradoxal et incohérent dans le fonctionnement du système libéral mais qui sert à son maintien en montant les citoyens les uns contre les autres.**

► Le chômage

[Jacques Freyssinet dans son livre : le chômage](#), montre que le système économique libéral crée inévitablement du chômage. Dans l'étude d'Alternatives économiques présentée plus haut, le graphique de la France montre que sur 10 ans, l'économie n'a créé que 3 % d'emplois supplémentaires alors que le rythme de croissance démographique est de 1 % par an. Bilan, il manque 7 % d'emplois et ceci augmente d'une manière structurelle et permanente le niveau du chômage autour de 10 % de la population active.

Nous avons montré la cause de cette faiblesse dramatique de la création d'emplois en France, la défiance envers le peuple et le refus du patronat, des héritiers, de financer la Sécurité sociale, cette utopie du Conseil National de la Résistance d'Alger réclamée par les communistes. Ce discours patronal est toujours proféré en 2019... puisque la Sécurité sociale n'a toujours pas été privatisée selon leurs volontés exprimées depuis la Libération.

Ces dernières années, **le coût du chômage en France est de l'ordre de 100 milliards d'euros par an.** On peut estimer que 20.000 euros par an et par chômeur est un coût vraiment minimum. la somme des chômeurs non indemnisés des catégories A, B et C, environ 2,6 millions, et des 2,6 millions qui sont indemnisés. La base de calcul est simple : 5,2 millions multipliés par 20.000 euros. On est à plus de 100 milliards d'euros par an. Ces 100 milliards correspondent au coût salarial de 2 millions de personnes au salaire moyen. Pas à 2 millions de postes de travail ou emplois, mais c'est quand même énorme. Une mesure est proposée depuis de nombreuses années, réduire le temps de travail hebdomadaire à 32 heures, pour se rapprocher des 20 heures par semaine recommandée par Keynes dès les années 1930 afin que l'ensemble des citoyens disposent de revenus suffisants pour vivre dignement.

Les politiques gouvernementales pour réduire le chômage sont donc des fables destinées à endormir les citoyens dans un lit de la marque Démocratie, NF. Albert Einstein avait lui aussi compris le scandale énorme de la mauvaise redistribution des gains de productivité. Des centaines de millions de salariés sont au chômage et sommés de faire des efforts pour retrouver rapidement du travail, en traversant la rue pour commencer. Eux sont ignorants assurément. Mais nos élites dirigeantes n'ignorent rien, elles ont alors certainement peur soit de dérégler ce système libéral capitaliste et perdre ces profits faramineux pour quelques uns et ces salaires, ces bonus mirifiques pour les millions de serviteurs de ces quelques uns (moins d'une centaine).

Évaluation du coût de la peur dans la vie sociale :

Management paternaliste : 138 Mds € + absentéisme : 60 Mds € + présentéisme : 14 Mds
+emplois bidons 26 Mds + chômage : 100 Mds = 338 Mds € au minimum

Objectif : réduction de 80 % dans les réseaux de vie : = 270 Mds €

Principales doléances pour minimiser la peur dans la vie sociale :

- 1) Généraliser le management participatif et utiliser les droits sociaux pour que chaque salarié dispose du statut juridique d'actionnaire ou mieux, de sociétaire.
- 2) Utiliser à nouveau la propriété commune et étendre le travail à l'ensemble de l'activité humaine sur ses trois niveaux pour supprimer la séparation entre secteur privé et public.
- 3) Rémunérer le travail avec la Monnaie pleine nationale ou celle de la Fédération des réseaux de vie sociale au niveau national ou européen, mondial.

■ l'utilisation des crises économiques ou des guerres commerciales et militaires

Pour le moment nous avons réussi à évaluer plutôt correctement les enjeux de cette soumission au système économique libéral capitaliste. Mais le lecteur a compris que les sommes dont il vient d'être question sont le plus souvent des gaspillages de ressources du point de vue des dirigeants de la haute finance et des plus riches. Ce sont autant de pertes de profits qui sont nécessaires cependant pour que le système continue à tourner sans exploser ou imposer, c'est à dire que les peuples se révoltent et décident de développer à nouveau leurs réseaux citoyens de vie sociale. **Il y a pourtant des occasions pour s'enrichir bien plus rapidement et énormément lorsque l'on est banquiers d'affaires d'un niveau international et que l'on sait parfaitement manipuler les hommes politiques (pour le moment il y a très peu de femmes politiques concernées) pour les sommer de régler des crises économiques, des guerres régionales mais surtout mondiales** selon les intérêts de la haute finance et des familles de banquiers anglo-saxons.

Dans notre partir 5, vers les réseaux de vie sociale, [le dossier Nos chers ennemis rassemble des documents sur l'histoire de ces familles de banquiers anglo-saxons](#) et des crises financières, des deux guerres mondiales qu'elles ont organisées et dont elles ont récupéré des profits monstrueux. Nous invitons le lecteur à se documenter en suivant le lien indiqué.

► les crises économiques

La méthode est toujours la même : distribuer sans compter des crédits, spécialement à des gens qui ne pourront pas les rembourser lorsque vous déciderez d'augmenter les taux d'intérêts. Ces faillites des uns provoqueront un Krach boursier, une panique générale et toutes les valeurs des titres financiers, des monnaies vont s'effondrer. A ce moment là, vous commencer par racheter tout ce que pouvez, en créant votre propre monnaie à partir de rien comme il se doit, ce que vous avez formellement interdit aux autres agents économiques, cela va de soi ! Vous éliminez des banques concurrentes s'il en reste (il y en a encore quelques unes qui ne sont pas avec vous dans votre cartel financier) et surtout vous rachetez des entreprises, des actions, des titres financiers. Il ne suffit pas de savoir déclencher une crise financière et économique, il faut aussi savoir mener la razzia le moment venu pour finir en beauté votre crise financière !

Le but est invariable : concentrer toujours plus de richesses entre vos mains et celles de vos amis du cartel de la haute finance mondiale. Pour les autres, c'est le temps d'une dépossession supplémentaire, un retour vers la misère et l'esclavage promis aux sujets des systèmes de pouvoir qui n'arriveront pas à se révolter et à s'en libérer.

Le système libéral est confronté dorénavant à la crise écologique et les gouvernements doivent organiser la transition énergétique. Ils buttent sur le financement de ces mesures coûteuses qui viennent menacer la maximisation des profits des dirigeants. C'est pourquoi nous n'allons pas développer cette question car tant que nous n'avons pas mis en place une Monnaie pleine et la propriété commune pour gérer à nouveau nos biens communs, discourir sur cette question cruciale n'est que perte de temps. Les grands maîtres rationalistes de l'écologie s'obstinent à vouloir régler cet important projet de vie en

restant dans le système économique libéral et son système de la démocratie représentative, soit mais nous ferons sans eux avec la subsidiarité, la monnaie pleine et les biens communs ! A moins que d'ici là ils changent d'avis...

► **Les crises sociales :**

Depuis 1789 elles sont la réaction des citoyens contre la prise du pouvoir par une minorité qui défend l'intérêt d'une classe sociale, la bourgeoisie d'affaires qui utilise la propriété privée des moyens de production. **Ces conflits sociaux ont la plupart du temps été cachés derrière des conflits religieux, des conflits de régimes politiques :** la monarchie et la république. A chaque fois le retour de la misère, l'écrasement des citoyens sous les impôts et les taxes et accroissement de l'injustice ont nourri des émeutes et des révoltes qui ont toutes été réprimées cruellement par les dirigeants du système.

La mondialisation de l'économie après 1945 impose un nouveau modèle de société venant des États-Unis d'Amérique du nord et véhiculé par la société de consommation des produits présentés par les multinationales et la haute finance. Pour généraliser leur gouvernement mondial, les dirigeants du système libéral affaiblissent le pouvoir des états pour le remplacer par celui d'institutions internationales qu'ils contrôlent. Dans le domaine social ceci se traduit par l'imposition du modèle multi communautarisme et la mise à l'écart des projets nationaux pour intégrer l'ensemble des citoyens dans une même culture et des objectifs collectifs.

Le multi communautarisme sert à diviser une nation en autant de communautés qui sont sommées de se côtoyer sans que l'une ne puisse interdire aux autres leurs coutumes et modes de vie ancestraux hérités de leur religion plus ou moins théocratique. Ainsi les citoyens de ces sociétés sont empêchés de faire bloc pour s'opposer aux dirigeants du système libéral ou du moins ils doivent commencer par comprendre et rejeter ce modèle multi communautariste. Ce qui pour le moment est difficilement envisageable, à commencer par les USA.

En France, l'ingérence des dirigeants américains à travers des ONG et des multinationales se manifestent ouvertement dans les cités et les banlieues auprès d'une jeunesse qui présente des difficultés pour s'intégrer dans le projet de la république. En France, pays dans lequel les citoyens ont une histoire d'au moins deux mille ans qui finalement les a rassemblés dans un pacte républicain et un projet commun renouvelé à la Libération notamment dans le système de protection sociale, le multi communautarisme reste une provocation intolérable face à notre culture et tradition républicaine.

La question religieuse qui avait fini par être plus ou moins réglée à travers le pacte républicain et sa promesse d'une meilleure justice sociale, ne peut pas supporter de nouveaux conflits, essentiellement alimentés par des mouvances islamistes radicalisées, théocratiques et qui ont perdu tous liens avec la spiritualité et la subsidiarité comme cela existait à l'époque médiévale dans la culture européenne développée depuis Cluny, Cîteaux et Clairvaux et dont les principes d'organisation provenaient de l'Égypte et de la Grèce tout comme de la civilisation arabe qui s'était nourrie aux mêmes racines.

Ces nouvelles formes de conflits sociaux qui puisent cependant aux mêmes racines que les précédents, s'ajoutent à la montée des inégalités provenant du système libéral. Les dirigeants républicains doivent donc utiliser nos deux sources de savoir pour éradiquer les racines de ces conflits et sur le plan religieux, le principe de la laïcité républicaine est forcément inopérant puisqu'il ne remet en cause l'interdiction posée par le Concile de Nicée et la papauté. Tout porte à croire que les dirigeants du système entretiennent ces conflits sociaux pour diviser les peuples afin qu'ils ne se soulèvent pas pour quitter ces systèmes.

Pour le moment, la manière d'attiser ces conflits sociaux repose sur l'augmentation de l'immigration non contrôlée et le déplacement des populations suite à des conflits régionaux essentiellement nourris actuellement par des querelles entre théocraties musulmanes. Nous sommes ici face à une menace grave pour la culture européenne et face à un affaiblissement de l'Union européenne à cause de ces conflits sociaux relayés par des conflits politiques entre les partis extrémistes prêts de plus en plus à s'allier contre la majorité centriste dont le conformisme soutient les dirigeants du système libéral.

Ces conflits sociaux évoluent alors rapidement vers le fascisme, le pouvoir politique fort déjà réclamé en 2010 par la banque JP Morgan afin que les gouvernements européens puissent soumettre leurs citoyens aux impôts et taxes nécessaires pour rembourser les dettes publiques considérablement accrues lors de la crise de 2006-2008. Nous savons que depuis novembre 2018, le nouveau conflit social s'est développé à partir de l'injustice sociale, fiscale et le refus de nouvelles taxes et de nouvelles hausses des impôts et taxes.

► le fascisme

Dans le but de maximiser en permanence ses profits, lorsque l'on est une multinationale ou une grande banque d'affaires internationale, et raison de plus que l'on fait partie de l'oligarchie financière anglo-saxonne, de la haute finance, il faut des relais politiques dans les états où l'on veut développer ses activités. Financer le jeu des partis politiques pour que la démocratie représentative vous suive fidèlement et promptement est possible mais cela prend du temps et les politiciens cherchent avant tout à se faire réélire avec des programmes dispendieux qui ne collent pas forcément à l'idéologie libérale et encore moins à votre volonté de maximiser vos profits. Il est utile et indispensable de monter d'un cran dans la dimension de l'autoritarisme.

Nous utilisons ici brièvement les conclusions du [livre de Jacques Pauwels « Big business avec Hitler »](#). Pour redresser un pays ruiné par la guerre et faire en sorte qu'il puisse continuer à participer à votre maximisation des profits, le fascisme est une solution optimale. Tout d'abord le recours au nationalisme permet de masquer la gestion des opérations par la haute finance et les actionnaires américains. Les citoyens du pays croient œuvrer pour leurs propres intérêts et consentent ainsi d'énormes sacrifices pour sauver et redresser leur pays. **Les caractéristiques du fascisme sont l'élimination des syndicats et des opposants, l'allongement du temps de travail sans augmentation, une généralisation des bas salaires, d'importantes commandes d'armes pour les industriels. Cette main d'œuvre soumise et docile qui se contente de bas salaires pour**

de longues heures de travail reste l'opportunité de base pour qui veut maximiser ses profits.

Le big business américain s'est enrichi considérablement à travers ses filiales allemandes qui ont produit les armes et les technologies pour les nazis d'une part, d'autre part à travers les commandes d'armes des pays Alliés, enfin à travers la livraison d'armes à l'Union soviétique pour que la guerre se poursuive le plus longtemps possible. C'est pourquoi le big business américain après 1945 a continué à soutenir les fascismes et les dictatures notamment en Amérique du Sud et partout où ses intérêts l'exigeaient à travers le néo colonialisme.

Les techniques de management utilisées actuellement dans le cadre du fascisme sont le downsizing et l'outsourcing.

Le downsizing porte sur la diminution des coûts à travers des restructurations d'entreprise. Cela va plus loin que les économies d'échelle négatives et la réduction de la masse salariale. Il y a la réduction des niveaux hiérarchiques, non pas pour mettre en place un management participatif mais bien pour raccourcir la chaîne de commandement et renforcer le pouvoir des actionnaires, supprimer les possibilités de négociations sociales dans l'entreprise avec un encadrement nombreux. C'est la chasse aux emplois bidons, pourrions nous dire et les salariés qui restent sont tous des survivants. Pour être plus productifs, ils vont travailler plus pour réaliser toute ou partie du travail des salariés qui sont partis, sans forcément gagner plus. Les gouvernements sont mis devant le fait accompli même si les fermetures d'usines ou d'établissements alimentent d'autant le chômage et la précarité des emplois.

L'outsourcing correspond à la stratégie d'externalisation si possible dans des pays à faible coût de main d'oeuvre tout en ayant un niveau de compétences suffisant pour utiliser l'automatisation de la production. Par exemple, la Slovaquie est un paradis pour les constructeurs automobiles. Bien entendu downsizing et outsourcing sont le plus souvent utilisés ensemble de manière complémentaire.

Ce sont la mondialisation de l'économie, la loi des marchés, l'idéologie néo libérale qui imposent ces pratiques. Les citoyens comprennent qu'ils vivent une véritable guerre commerciale mondiale imposée par les actionnaires et les dirigeants du système économique libéral. Un pays riche peut se retrouver rapidement en déclin lorsque son activité industrielle baisse et qu'il perd des activités de production à rendements croissants. Les gouvernements ne peuvent que subir puisque l'entrepreneur est seul juge dans la conduite de ses affaires moyennant des plans sociaux les moins coûteux possibles. Les pays européens sont depuis peu les premiers concernés par cette désindustrialisation, notamment l'Allemagne. La France a déjà perdu une bonne partie de son industrie lourde et ce n'est pas la volonté de développer des starts up qui va changer la donne surtout avec les retards technologiques dont le pays reste coutumier alors que les découvertes scientifiques restent de première qualité. Ce paradoxe navrant s'explique par le manque d'investissements du patronat, le mal français dont nous avons déjà présenté les conséquences. Dans ce mal français, ce mépris pour les citoyens et les salariés réside depuis des siècles les germes d'un fascisme français toujours prompt à se réveiller et dont il faut impérativement se débarrasser en quittant ces systèmes de pouvoir.

► les guerres

La guerre est une source d'enrichissement « classique » pour les banquiers qui financent les armées et les dépenses d'armement. Notre page web, [nos trop chers ennemis, l'organisation et le financement des guerres](#), rassemblent les documents qui démontrent que les banquiers se sont entendus pour financer chacun un camp et faire durer les conflits, en ouvrant de nouveaux une fois les précédents terminés. Au cours de la deuxième guerre mondiale la conduite de la guerre fut dictée par les banquiers et financiers anglo-saxon. La lecture du livre de Jacques Pauwels « Big business avec Hitler » permet de mieux comprendre cette organisation de la seconde guerre mondiale dès 1918 par la haute finance américaine.

Aujourd'hui les guerres régionales de type néo coloniales pour le contrôle de richesses naturelles, pétrole, gaz, minerais, terres rares, etc. **alimentent les migrations de populations**. Il s'agit d'éviter les horreurs de la guerre mais aussi les horreurs des fanatiques religieux et racistes qui font ces guerres financées comme toujours par les maîtres du monde puisqu'elles rapportent énormément de profits. L'Europe est en premier lieu concernée car cette immigration non contrôlée vise à l'affaiblir sur le plan géo politique. **Les citoyens ripostent en élisant des gouvernements populistes bien plus proches du fascisme que de l'humanisme** et ce mouvement citoyen arrange finalement bien les affaires de la haute finance et des plus riches selon l'adage diviser pour mieux régner. **La solution optimale européenne reste l'union politique fédérale et ses réseaux de vie locaux, la pratique de la subsidiarité comme au temps européen des cathédrales. Ces guerres nous éloignent de cet objectif et c'est leur raison d'être.**

L'évaluation des coûts des crises économiques et financières ainsi que des coûts des guerres reste possible. Mais ici, dans nos propos, nous nous contenterons de dire que l'énormité de leurs conséquences suffit pour nous convaincre qu'en quittant le système économique libéral, son idéologie perverse, ses excès et ses crimes, nous serons gagnant, infiniment gagnant.

Avant de partir au combat, nous pouvons faire la preuve que nous ne sommes plus ignorants et que nous n'avons plus peur face aux entreprises d'asservissement des peuples et de dépossessions des richesses, richesses qui doivent revenir aux citoyens en retour de leur travail sur l'ensemble de l'activité humaine.

Évaluation des conséquences des crises économiques et des guerres :

Une évaluation possible prend en compte l'augmentation des fortunes des plus riches et de leurs sociétés commerciales et financières puisqu'elles se retrouvent plus riches à la fin des crises. L'évaluation des conséquences des guerres est bien plus difficile tant il y a de destructions et de morts. Les gains pour les vainqueurs se mesurent en augmentation de niveau de pouvoir et de contrôle sur l'économie mondiale. Il n'empêche que leur évaluation financière est énorme et n'a pas de prix. L'objectif est d'éliminer les crises et les guerres.

B) Les enjeux de l'élimination des peurs face aux menaces et destructions liées à la vie de la planète Terre.

L'humanité depuis ses origines s'est transmise l'expérience cruelle des catastrophes naturelles qui ont dévasté des continents sinon l'ensemble du globe. Ces connaissances transmises par les mythes et les légendes des peuples nous interrogent toujours autant aujourd'hui.

Une première réponse cohérente décrit la vie sur Terre comme une réserve de vie sur une planète instable et la solution optimale tient dans le respect de cette vie si menacée rien que dans le fonctionnement de notre planète par rapport au soleil, à la lune, aux astres et étoiles de notre univers et des autres univers. **La priorité pour un être humain est d'utiliser sa première source de savoir et à travers sa démarche spirituelle, d'entretenir chaque jour la relation avec notre source d'énergie de vie au-delà des univers** que nous pouvons connaître par notre seconde source de savoir et nos travaux scientifiques. C'est la voie choisie par le prince Siddhartha et que nous pouvons suivre en allant vivre dans la cabane du pêcheur au bord du fleuve. Bon nombre de peuples premiers qui ont refusé de vivre en système de pouvoir avec la structure d'un état comme par exemple les nations iroquoises avant la colonisation de l'Amérique du nord, ont adopté **cette culture humaniste et naturelle, profondément écologique responsable**, comme nous le disons aujourd'hui. Bien entendu, **un jour la nature sera détruite mais la planète va créer à nouveau de la vie**. Les origines de la vie sont à l'intérieur de la Terre parmi les réactions chimiques puis biologiques entre des minéraux et des gaz, la chaleur... Les plus récentes découvertes des « intraterrestres » bouleversent notre vision du vivant et soutiennent cette perception des mystères de la vie humaine sur la planète Terre.

La seconde réponse nettement moins cohérente avec les réalités de la vie de notre planète, décrit la vie sur Terre comme soumise aux être humains qui l'ont reçue de Dieu ou des dieux. Lorsque ces dieux sont les colonies de gens venus d'une autre planète pour recréer une espèce vivante capable d'intelligence afin d'organiser une réserve de vie dont ils auront besoin un jour si leur propre planète subit la destruction à cause des mouvements des univers, nous retrouvons une certaine cohérence, notamment avec les découvertes archéologiques et les mythes fondateurs des civilisations de l'Antiquité. Dans notre culture européenne, ces racines viennent des civilisations égyptiennes, celtes, indo-asiatiques et de l'Himalaya, amérindiennes et des Andes. Nous en avons déjà parlé dans ce texte.

Le paroxysme de l'incohérence est atteint lorsqu'un être humain se rend compte que son dieu bienveillant et qui n'est qu'amour, tolère voire organise assez régulièrement la destruction des êtres humains et de la vie en générale lors de grands cataclysmes, lorsque le soleil va se coucher là où auparavant il se levait. Les théocraties répondent à ce questionnement fondamentalement humain avec des dogmes intangibles : la terre est au centre du monde, elle ne tourne pas autour du soleil, surtout vu qu'elle est plate et Dieu est réellement Amour et exige soumission, fidélité, docilité ainsi que le réclament ses représentants sur Terre. Et les sectes criminelles se multiplient à nouveau, tolérées et financées par les dirigeants des systèmes de pouvoir qui trouvent là des armées fanatisées capables de semer le chaos et de terroriser les peuples qui une fois de plus sont incapables de se soulever contre les maîtres du monde.

Il n'empêche ! **Les découvertes scientifiques et technologiques nous permettent dorénavant de suivre à la trace les mouvements de notre planète et de prévoir un certain nombre des dysfonctionnements qui menacent la vie.** Le dérèglement climatique est un exemple qui est admis de plus en plus même si ses causes sont encore discutées. Pour l'activité de l'écorce terrestre, les volcans et tremblements de terre, le suivi pose moins de problèmes d'interprétation et les mesures précises sont connues rapidement. Récemment, **le puissant séisme de magnitude 7,8 survenu au Népal le 25 avril 2015 a déplacé le Mont Everest (8.848 m) de 3 centimètres vers le sud-ouest,** a indiqué l'Administration nationale chinoise d'études, de cartographie et d'information géologique. Un mouvement en forme de retraite pour l'Everest, qui, depuis 10 ans, progresse de 4 cm par an vers le nord-ouest et s'est élevé de 3 cm.

Il n'y a même plus besoin d'instruments scientifiques pour constater ces anomalies dans la vie de notre planète. Du moins, le poète qui liste ici ses doléances, n'en a pas eu besoin début février 2019 au cours d'une randonnée en ski de fond dans le nord Jura, le long des gorges du Doubs, à la frontière avec la Suisse. Par un froid sec de -17 degré au départ de la station de ski, le fartage adapté à ces conditions de neige tient correctement jusqu'en haut du belvédère sur les gorges. C'est l'heure de midi et au sommet, derrière une grange à foin, ce qui va s'avérer être un couple de loups fait un tapage joyeux en interpellant un troisième loup situé un peu plus bas vers les gorges. Je n'ai pas le temps de m'occuper de ces trois loups car stupéfaction, les skis n'avancent plus et sont cloués par la neige collante. Le soleil qui tape dur dès le midi a transformé la neige en soupe fondante comme au début avril. Toute la crête au soleil se transforme pour moi en véritable galère car je n'ai pas pris le fartage pour ce type de neige. Des randonneurs passent en ski de fond à écaillés, d'autres venus en raquettes prennent le soleil. Comme les loups et mes voisins, je me laisse aller un moment à profiter de ce soleil déjà puissant en songeant que c'est la première fois de ma vie que je constate début février de si importants écarts de température au cours d'une randonnée hivernale. En marchant péniblement à ski de fond pour trouver une zone boisée avec de l'ombre et des températures en dessous de zéro, je fais appel à mes connaissances.

Je sais que **la Terre a un noyau en fusion intense qui génère un champ magnétique capable de défendre notre planète contre les vents solaires dévastateurs. Ce champ magnétique est vital pour la vie sur Terre et je sais qu'il s'est affaibli de 15% au cours des 200 dernières années.** Ce champ de protection agit comme un bouclier contre le rayonnement solaire nocif et s'étend sur des milliers de kilomètres dans l'espace et son magnétisme affecte tout, de la communication mondiale aux réseaux électriques. « Selon le géophysicien français Gauthier Hulot, une inversion des pôles magnétiques du Soleil a déjà été enregistrée au cours de l'année 2001, ce qui peut, selon lui, laisser présager la venue rapide d'une nouvelle inversion de polarités sur la Terre elle-même ». Je sais que **le mouvement du pôle Nord magnétique n'a jamais été parfaitement régulier. Mais depuis le milieu des années 1990, il s'est tout de même accéléré dans des proportions inédites.** De 15 km/an, le pôle se déplace depuis à une vitesse de 55 km/an. Résultat: il a déjà parcouru autant de distance depuis l'an 2000 que pendant l'intégralité du 20e siècle. Actuellement, le magnétisme s'atténue de manière exponentielle tout en ayant augmenté de 60 fois sa vitesse de déplacement en seulement 10 ans L'accélération magnétique a pour conséquence une accélération magmatique et sismique, pour preuve, ces dernières années, jamais autant d'éruptions volcaniques n'ont été enregistrées.

Pour être la plus précise possible, la vraie raison de la disparition en cours du magnétisme, c'est juste son accélération, en fait, elle reste la même, mais elle déborde. Le magma, davantage chahuté,

remonte bien plus qu'auparavant, mais il a surtout pris lui aussi de la vitesse, et les directions qui alimentent les supervolcans. Conséquence : les hécatombes d'animaux. Les animaux sont plus sensibles au magnétisme et se désorientent plus facilement (échouages), de plus, l'augmentation de la vitesse de déplacement du magma engendre des ultra-sons perturbateurs (oiseaux tombant raides morts), ces sons étranges que certaines personnes entendent à travers le monde. Une fois le magnétisme terrestre éteint, on verra apparaître quatre pôles sur Terre. Puis la Terre basculera. Enfin, elle retrouvera ses deux pôles, ce coup-ci, ils seront dans le bon sens... jusqu'au prochain basculement.

Je pense à l'agitation tapageuse des ces trois loups heureux de se retrouver sous déjà le premier chaud soleil de printemps... début février ! Après une semaine d'intempéries et de fortes chutes de neige, de froid glacial ! Comme ces loups qui étendent leur territoire et migrent vers des régions plus clémentes où les skieurs et les randonneurs partagent leur jeux et leur joie de se retrouver, le poète initié à ces événements tragiques doit-il se mettre en chemin et avec les siens, suivis ou non des loups, vaches, chevaux, poules et autres animaux, trouver la montagne et ses cavernes qui au dessus des nuages toxiques saura épargner leurs vies humaines pour que la condition humaine et animale se poursuive ?

Et je me replonge dans mes lectures et mes écrits sur le temple de Dendérah et ses lois divines et ses mathématiques célestes. Je reviens sur les livres d'Albert Slosman sur l'Atlantide et le dernier grand cataclysme, sur Moïse l'égyptien, sur Pythagore en formation dans les temples des bords du Nil jusqu'à sa plus haute initiation à Dendérah. Il y a l'inversion des pôles magnétiques mais aussi le basculement cyclique de l'axe de la Terre. Je sais qu'au tournant du millénaire, **l'axe de la Terre a commencé à se déplacer brusquement vers l'est, se dirigeant maintenant vers les îles britanniques à une vitesse d'environ 17 cm par an, soit deux fois la normale**, selon la NASA. Depuis l'an 2000, le pôle Nord a pris une nouvelle orientation et ne se dirige plus vers la baie d'Hudson au Canada, mais plutôt vers Greenwich, en Angleterre, suivant la ligne imaginaire qui porte le même nom. Les courses de l'axe de la Terre et celle du pôle nord magnétique s'accélèrent sur leurs lignes propres. Le changement climatique et la fonte des glaces, conséquences de l'activité humaine, accélèrent encore ces mouvements de notre planète.

Alors que devient le poète, où poursuivre sa route ? Dans la légende d'Osiris, d'Isis, d'Horus, les survivants de l'Atlantide mirent 3 jours avant d'accoster sur les rivages actuels du Maroc après le dernier basculement de l'axe de la Terre qui fit que le soleil se lève maintenant là où il se couchait. Avec les connaissances de leur peuple, ils avaient été capables de prévoir la période du grand cataclysme et ils savaient que leur continent allait être englouti dans le magma. Ils avaient construit les mandjits qu'ils savaient capables de franchir l'océan en furie et les vagues de 40 mètres de haut et ils étaient partis parmi les derniers de l'Atlantide. D'autres parmi leur peuple étaient partis plus tôt rejoindre le continent euro-asiatique pour rejoindre ensuite l'Himalaya.

Mais aujourd'hui où se trouve l'actualisation de ces connaissances indispensables pour la survie de l'espèce humaine, des animaux et des plantes nourricières ? Allons nous affronter ce nouveau grand cataclysme en étant cette fois-ci totalement ignorant de ce qui va se passer et des moyens disponibles pour organiser notre survie, du moins la survie d'une partie d'entre nous ? Ces connaissances doivent-elles rester secrètes au profit une fois de plus des élites dirigeantes du système libéral ? Peuvent-ils commettre un nouveau crime contre l'humanité, à la suite des génocides précédents ?

A quoi nous sert-il d'avoir 3 000 milliards de recettes fiscales par an en France si nous sommes ignorants et incapables d'assurer la survie d'une culture humaniste pour nous qui devons affronter les perturbations de la vie de notre planète et nos générations futures qui devront patienter jusqu'à ce que les conditions de vie soient à nouveau propice au développement de la vie humaine, animale, des plantes et des fleurs ?

Que fera la jeunesse quand il n'y aura plus d'électricité, elle qui s'abrutit avec les équipements électroniques et numériques et ne sait plus lire l'heure au cadran d'une montre ? Sera-t-elle capable de retrouver nos correspondances avec les présences qui nous aident à passer dans la vie d'après la vie humaine ?

En ce début d'année 2019, les étudiants et lycéens commencent la grève du vendredi pour demander aux états de faire enfin les efforts pour lutter contre les conséquences du dérèglement climatique et pour enfin développer la transition énergétique. Mais ils sont incapables pour le moment de comprendre que les états ont été mis en place pour que les plus riches, les banquiers et financiers, puissent en toute légalité prendre le pouvoir sur les monarchies, les républiques et organiser des guerres pour éliminer des empereurs qui s'obstinent à ne pas vouloir chez eux d'une banque centrale privée.

L'évaluation des conséquences de ces cataclysmes est possible mais ceci n'a pas de sens puisque le seul enjeu valable et qu'une partie de la vie puisse traverser ces dangers mortels et arrive à se développer à nouveau des milliers d'années plus tard.

La principale doléance porte ici sur la mise en place de l'éducation à la survie et des moyens matériels et scientifiques pour qu'une partie de l'humanité sache comment survivre et y parvienne. Ce qui requiert l'abandon de la culture du secret et l'utilisation principale de notre première source de savoir.

Les dirigeants des systèmes économiques et des théocraties préfèrent leurs dogmes sur la croissance ou sur la création parfaite du monde par leur dieu. **La culture des réseaux de vie sociale à travers le savoir humaniste répond sans détours à nos raisons de vivre sur la planète Terre. Nos raisons de vivre sont les mêmes que nos raisons de mourir et ceci requiert l'utilisation de nos deux sources de savoir. L'enjeu n'est pas seulement la survie de l'espèce humaine ici-bas, d'autres s'en occupent, mais notre vie d'après la vie humaine.**

*Comme l'écrivent ceux que j'ai choisis comme compagnon de route vers notre première source de savoir et qui avons ce dur désir de durer,
cette vie sur notre planète, fait-elle envie ou bien pitié,
faut-il pleurer ou bien en rire, en tant que poète, j'ai le coeur à le dire,
nous vivons dans l'oubli de nos métamorphoses, sommes-nous près ou loin de notre conscience, où sont nos bornes nos racines notre but,
nous sommes corps à corps nous sommes terre à terre, nous naissons de partout nous sommes sans limites.*

Bilan et évaluation des gains que nous pouvons obtenir en développant à nouveau nos réseaux de vie sociale.

Domaines d'ACTIVITÉ	GAINS annuels	
	Évaluations en Mds €	Coûts non évaluables
La santé :		
la médecine, les médicaments	20	
Les maladies graves et dégénératives	15	
cancers	26	
L'alimentation	Déjà pris en compte	Pour une part, non évaluable
Les ondes		Non évaluable actuellement
La vie sociale :		
la centralisation du pouvoir	100	
La répartition des richesses	600 (3000, TTFP)	
La démocratie représentative	1,3 (3000, Dettes état)	
Les peurs :		
l'anxiété et le stress	338	
Les crises économiques et les guerres		Énormes mais non évaluables actuellement
La vie de la planète, la survie		
total	762,3 (6762 puis 3762)	Évaluation plus tard avec MP
solution : à court terme, éliminer les dettes publiques et utiliser la TTFP puis à moyen terme, remettre en place la Monnaie Pleine avec la gestion de la production des richesses qui va avec.		

Un premier bilan indique que plus du quart du PIB est évalué en coûts que les réseaux de vie sociale remettent en cause. Nous retrouvons ici la critique majeure du PIB qui additionne les productions utiles pour élever le niveau de vie et les productions néfastes. L'exemple classique veut que plus il y a de morts et de blessés graves sur les routes, mieux c'est pour l'augmentation du PIB. Le prix de la douleur, s'il est évalué par les juges, ne fait pas partie du PIB et il n'est pas le seul.

Ce bilan « plancher », sous évalué, varie considérablement en fonction de deux questions :

- celle de la répartition des richesses avec ou sans une taxe sur les transaction financières et les paiements. Cette micro taxe au regard du taux minime de prélèvement sur chaque transaction, cette sorte de super TVA, dans un premier temps, peut remplacer une Monnaie pleine mais elle ne supprime pas l'endettement provoqué par l'utilisation de l'argent-dettes créé par les banques commerciales sous le contrôle et avec l'appui des banques centrales privées ou indépendantes des états. La suppression des impôts, rendue possible avec la TTFP, n'est pas prise ici en compte.
- Celle de l'élimination de l'endettement public et privé à travers la remise en place d'une Monnaie pleine et la gestion des richesses qu'elle entraîne. L'endettement est éliminé en quelques années, à court terme avec la TTFP et le cas échéant déjà avec la Monnaie Pleine. Lorsque l'endettement est éliminé, ce montant disparaît.

L'enjeu se situe bien au-delà du niveau du PIB annuel. Les mesures indiquées sont immédiates avant l'abandon des systèmes de pouvoir. Plus tard nous ferons une nouvelle évaluation dans le cadre des Réseaux de vie.

Les doléances pour éliminer les atteintes à la vie sur Terre liées aux comportements humains imposés par les dirigeants des systèmes de pouvoir.

(Liste non limitative, récapitulatif de la liste présente dans le document et qui présente des solutions optimales à adopter dans le cadre de la subsidiarité descendante.)

- 1) Prendre acte que les systèmes de pouvoir : le système libéral, les théocraties dogmatiques, les dictatures, conduisent nos sociétés au désastre et dans les conflits les plus graves. Ces dirigeants soit déclarent qu'ils acceptent la remise en cause de leur pouvoir et l'ouverture des travaux pour quitter ces systèmes et remettre en place des démocraties directes locales participatives avec le fonctionnement qui s'y rattache, soit ils sont écartés par la volonté souveraine du peuple exprimée par la minorité active qui entreprend la restauration d'une culture humaniste et ses réseaux de vie sociale.
- 2) Utiliser à nouveau une Monnaie pleine avec la gestion des richesses qui va avec
- 3) Utiliser à nouveau la propriété commune et étendre le travail à l'ensemble de l'activité humaine sur ses trois niveaux et supprimer ainsi la séparation entre secteur privé et public et l'utilisation d'un système fiscal pour redistribuer les revenus tirés de la seule propriété privée.
- 4) Rémunérer le travail avec la Monnaie pleine et les droits sociaux, selon les compétences et l'importance des projets de vie et éliminer ainsi le marché du travail et les marchés financiers avec leurs conséquences néfastes pour la vie politique, économique et sociale.
- 5) Organiser la vie sociale dans le cadre de la Fédération des réseaux de vie au niveau national ou européen, mondial à travers le partage d'une culture humaniste et des institutions de défense et de secours capable de garantir une solidarité entre les peuples de la planète.

Doléances particulières au domaine de la santé des êtres humains :

- 6) Supprimer les mesures gouvernementales pour favoriser la privatisation de la santé et utiliser une Monnaie pleine pour rémunérer le travail nécessaire aux besoins des citoyens depuis leur conception jusqu'à leur fin de vie ainsi que les investissements en équipements et en lieux de vie.
- 7) Utiliser la propriété commune pour développer et gérer les biens communs immobiliers et mobiliers nécessaires au fonctionnement des soins et des mesures de prévention de la santé.
- 8) Utiliser les technologies informatiques et de communication pour améliorer le travail de prévention et de soins des personnels de santé en relation avec les citoyens.
- 9) Assurer l'intégration des personnes handicapées dans des lieux de vie aménagés pour la rencontre de tous les citoyens.
- 10) Généraliser à la naissance un examen pour vérifier que le corps n'a pas été déformé, notamment au niveau de la colonne vertébrale, des cervicales, de l'estomac, etc., de manière à garantir sa croissance sans séquelles, particulièrement d'ordre neurologiques.

- 11) Utiliser la subsidiarité pour mettre au point les approches des professeurs Gernez et Solomidès afin de garantir une prévention des maladies dégénératives le plus souvent liées à nos modes de vie.
- 12) Remettre en place un diplôme d'herboriste et supprimer les mesures prises en 1941 par le gouvernement de Vichy.
- 13) Supprimer les produits nocifs à la santé dans notre alimentation, nos vêtements et les objets de notre vie quotidienne à travers la pratique de la subsidiarité.
- 14) Éliminer les ondes qui présentent une menace pour notre santé.
- 15) Supprimer l'interdiction d'utiliser notre première source de savoir et développer une approche globale de la vie humaine non seulement physiologique mais aussi spirituelle et reliée à notre source de vie et de conscience présente en dehors de notre corps charnel, dans le but de garantir le respect de la vie à tout être humain et d'éliminer les pratiques actuelles de marchandisation des corps et des soins..

Doléances particulières au domaine de la vie sociale :

- 16) Généraliser le management participatif et utiliser les droits sociaux pour que chaque salarié dispose du statut juridique d'actionnaire ou mieux, de sociétaires et participe aux décisions liées au développement de son entreprise. Les citoyens sont des actionnaires ou mieux, des sociétaires parmi les équipes de projet dans lesquelles ils ont un niveau de responsabilité.
- 17) Supprimer la centralisation du pouvoir et remettre en place une démocratie directe locale participative avec ses méthodes de fonctionnement.
- 18) Instaurer une taxe sur les transactions financières et les paiements (TTFP) pour assurer une plus grande justice fiscale à travers la redistribution directe des richesses, ce qui permet de supprimer les impôts et les taxes ainsi que la fraude fiscale tout en garantissant un revenu universel de base à chaque citoyen dès sa naissance.
- 19) Dans le cadre de la propriété commune et avec la Monnaie pleine, développer les œuvres capables d'élever le niveau de vie avant de les transmettre aux générations futures, de manière à assurer le droit au travail pour tous et le plein emploi et grâce aux biens communs ainsi réalisés, assurer une plus juste répartition des richesses produites par le travail de tous.

Doléances particulières au domaine de la survie des espèces vivantes sur Terre :

- 20) Mettre en place une l'éducation à la survie et les moyens matériels et scientifiques pour qu'une partie de l'humanité sache comment survivre aux cataclysmes liés à la vie de notre planète et y parvienne. Ce qui requiert l'abandon de la culture du secret pour la pratique de la subsidiarité et l'utilisation principale de notre première source de savoir.

Remarque : un complément ou une suite de cette liste des doléances se trouve sur fileane.com, dans [la déclaration des droits à la vie sociale](#) qui est une synthèse du fonctionnement des réseaux de vie sociale.

En conclusion, nous indiquons que **ce travail représente également la manière de conduire les États-Généraux au niveau d'un pays**. Commencer par rechercher les interdits qui sont posés et

voir les enjeux qu'ils poursuivent permet de mettre à plat les échecs actuels qui sont autant de contestations légitimes et de sources de révolte pour les citoyens. Ensuite, il devient plus constructif d'évaluer les enjeux, les gains devenus possibles en utilisant justement ce qui était interdit. Cette démarche utilise alors les deux manières d'organiser la vie en société, les systèmes de pouvoir et les réseaux de vie sociale. Le travail que nous venons de présenter n'est pas complet car il a été réalisé par une seule personne, le webmaster de fileane.com à partir d'une recherche documentaire rapide et limitée. Ce travail d'analyse et d'évaluation dans le cadre des États-Généraux rassemble des études dans tous les domaines d'activités d'un pays. Par exemple au niveau des énergies, il s'agit de reprendre les découvertes d'un chercheur tel que Nikola Tesla sur l'électricité, son transport sans fils (il éclaire 200 lampes, sans aucun fil, situées à 40 kilomètres de distance !), les moteurs et générateurs d'énergie libre, etc. De même dans le domaine immobilier, les transports, l'éducation, la défense et l'armée, les sports, la culture. Au cours des débats, plutôt que d'essayer de rédiger ou modifier des lois et des constitutions dans le cadre du système économique libéral avec ses dogmes et ses interdits, mettre en place de réels États-Généraux s'avère indispensable pour quitter les systèmes de pouvoir.

Ce n'est pas du tout ce qui se passe au cours des États-Généraux mis en place par le gouvernement du Président Macron début 2019. Les débats portent sur des ajustements, des améliorations essentiellement de la protection sociale et de la justice fiscale dans le cadre du système économique libéral. Les citoyens demandent de nouvelles aides, la suppression de telles ou telles dépenses publiques ou impôts et taxes, le cas échéant de nouvelles lois ou la suppression de certaines lois. Et l'état répond par des mesures libérales supplémentaires et renvoie les citoyens les plus modestes vers la privatisation des services publics et la réduction des aides à la personne. Le cap politique est maintenu : toujours plus d'argent pour les actionnaires et les rentiers, les financiers qui exercent le pouvoir dans le système libéral.

Nous ne voulons plus nous contenter de faire joujou avec la démocratie sachant que les élus font aussi joujou de leur côté et décideront ce qu'ils veulent, c'est à dire suivre la doctrine libérale et l'influence des lobbies à la solde des dirigeants du système. Tous nous laissons ainsi ces dirigeants continuer à maximiser leurs profits sans limites. Trop c'est trop ! Ce système de domination et d'appauvrissement des citoyens doit disparaître de nos vies et de nos organisations politiques, économiques, sociales, culturelles, de défense civile et militaire ! **Quitter les systèmes de pouvoir signifie reprendre en mains la production des richesses créées par notre travail, en utilisant la propriété commune et les biens communs. Nous dirigeons l'économie à travers l'action politique des membres de nos réseaux de vie sociale. La politique, le peuple souverain, sont à nouveau premiers devant l'économie. Nos doléances et les États-Généraux s'occupent essentiellement d'économie parce que ce pouvoir d'administrer les richesses produites par le travail de tous, a été interdit aux citoyens et parce que nous remettons en place une autre manière de vivre en société, sans soumission aux systèmes de pouvoir.**

Nous y reviendrons dans la cinquième partie des Réseaux de vie sociale. Suite à cette confrontation entre le fonctionnement des réseaux de vie et les réalités actuelles de la vie sociale, nous pouvons aborder maintenant le fonctionnement des systèmes de pouvoir .